

n° 760 — 4 F
DU 3 NOV. AU 9 NOV. 77

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Débat :
QUELLE DEFENSE ?

POLISARIO

le retour du père Bugeaud ?





Une minute de silence et quelques questions

Mardi 27 septembre, un appelé est mort au 75° R.I., juste à la fin des classes, après 2 mois de service. « Tragique destin », minute de silence, annulation du repas des cadres prévu pour le samedi suivant, enquête des médecins : le colonel a fermement réagi.

En attendant les conclusions de l'enquête, quelques questions :

- Christian BONNEFOY est mort au cours d'un combat sur le terrain, à 15 km de la caserne. La radio ? de trop faible portée. Aucune infirmier sur place. Pourquoi ?
- Le colonel en second a été prévenu AVANT l'infirmerie. Pourquoi ?
- Ce sont les pompiers qui, 3/4 d'heures plus tard, ont ramené le corps de Christian : aucun véhicule n'était disponible à l'infirmerie. Pourquoi ?
- Christian se plaignait de douleurs au moins depuis la veille, mais n'a pas été porté consultant médical. Pourquoi ?
- Peut-être parce que, dans sa compagnie, on fait systématiquement pression systématique pour dissuader les soldats de se porter consultant (menaces de suppression de permission...) Et parce que les volontés de la hiérarchie militaire priment au 75° sur les décisions du corps médical... 0 ■

Médecine et écologie

Des scientifiques, chercheurs et médecins de diverses tendances viennent de créer le Mouvement « médecine et écologie » qui s'adresse à tous les professionnels de la Santé (médecins, dentistes, pharmaciens, sages-femmes, infirmiers et infirmières...) mais aussi à tous ceux qui sont sensibilisés par les problèmes essentiels de l'homme et de son environnement. Ce Mouvement « s'élève contre les interprétations abusives de l'écologie. Il considère que celle-ci ne peut être réactionnaire et rétrograde et qu'il serait indécent de lui faire cautionner des privilèges ou un système politique et des structures secrétant l'injustice autant que les nuisances ». Il veut constituer un large groupe de pression s'opposant à l'armement nucléaire, et exigeant un moratoire pour les centrales à fins dites pacifiques tant que les garanties de sécurité ne sont que verbales. Il affirme que le refus ou le report du nucléaire n'implique pas le refus du progrès mais le choix d'un nouveau type de croissance au plan extérieur, à des relations internationales différentes. Il invite les personnes désirant participer, à « Médecine et Ecologie », 10, rue Pierre Brossolette, 91350 Grigny ». ■

Monsieur le Président...

Le secrétaire général du Mouvement anti-apartheid, Campagne anti-outspan, Jacques Marchand, vient d'adresser une « lettre ouverte » à Valéry Giscard d'Estaing. La France, on le sait, face à la nouvelle vague de répression que vient de connaître l'Afrique du sud, non seulement n'a pas réagi, mais poursuit avec le régime de l'apartheid une collaboration de plus en plus étroite. Quarante spécialistes sud-africains se rendraient sous peu en France, très précisément dans l'Isère, pour y effectuer un stage de 18 mois... afin de « s'initier aux techniques nucléaires ». Logés près de Morestel, ils travailleraient à Grenoble (« Centres de Recherches »), à la Centrale atomique de Bugey. Coût de l'opération ? 800 millions d'AF. ■

A nos lecteurs TS sur 24 pages

Nous ne pouvions attendre plus longtemps. *Tribune socialiste* paraît donc sur 24 pages. Le 3 novembre, une semaine avant que ne débute la campagne nationale d'abonnements. Chaque lecteur pourra ainsi apprécier concrètement ce que son hebdomadaire, augmenté de huit pages, peut apporter qu'il ne pouvait jusqu'ici faire que très difficilement : reportages, enquêtes, débats. Sur les sujets les plus divers.

Cela, nous le rappelons la semaine dernière. Reste sans doute l'essentiel : l'effort que chaque lecteur consentira pour que le journal vive, c'est-à-dire se développe. De notre côté, nous avons méticuleusement préparé la campagne d'abonnements. Dans quelques jours, le dépliant publicitaire que nous avons prévu à cet effet sera largement diffusé.

Mais il faut — sans quoi nos efforts seraient vains — que l'attachement de chaque lecteur à notre hebdo se manifeste à travers un effort durable. Et la seule manière efficace de manifester un tel attachement, c'est non seulement de diffuser largement le journal, de le faire connaître autour de soi, mais aussi de proposer un abonnement à ses proches parents, amis, camarades de travail. Un contrat simple que nous entendons passer avec nos lecteurs. ■

à paraître
le 4 novembre
aux éditions Syros
dans la collection
« Histoire et théorie »
237 p - 29 F

*Pas d'histoire,
les femmes...*



Les femmes ont besoin de retrouver et d'écrire leur propre histoire, trop souvent oubliée par « l'histoire au masculin ». Trop souvent caricaturée aussi, comme si elle n'avait existé qu'à travers quelques épisodes héroïques de la lutte révolutionnaire et quelques personnages hauts en couleur. Dernier aspect de cette méconnaissance : l'idée, courante aujourd'hui, que le féminisme, fort du XIX^e siècle, ne serait sorti de ses cendres que vers 1970. C'est contre cette vision simpliste de l'histoire des femmes, et de leurs luttes, que s'élève Huguette Bouchardeau. Souvent piégées dans les rôles qu'on leur assigne, les femmes sauront aussi en tirer des moyens pour leur libération. Réflexions sur le passé et analyse sur le mouvement actuel des femmes se répondent et font de ce livre bien autre chose qu'un aperçu sur des années mortes : des voies pour comprendre les aspects dispersés et divers des luttes de femmes d'aujourd'hui. ■

HUGUETTE BOUCHARDEAU, née en 1935, mariée, trois enfants, est agrégée de philosophie, assistante en Sciences de l'éducation à l'université Lyon II, où elle participe au Centre lyonnais d'études féministes. Militante du Planning familial, du MLAC (le GLACS à Saint-Etienne) et du SGEN-CFDT ; elle est responsable des questions « Femmes » au Parti socialiste unifié.



● **Vendredi 4 novembre (Paris) :** Centre populaire de formation socialiste, cycle « Economie ». Le capital financier avec André Granou. Au CREFA, 78 A, rue de Sèvres, dans le 7^e (M^o Duroc).

● **Du vendredi 4 au samedi 19 novembre :** la fédération PSU de Marseille organise une information sur le nucléaire à partir de

suite du programme dans nos prochains calendriers).

● **Vendredi 4 novembre (Blois) :** réunion du comité écologique du Loir et Cher au centre socio-culturel de la Quinière, avenue du maréchal Juin à Blois. Pour contacts : D. Schaffer, 22, rue de la Loire 41 120 - Les Montels.

● **Vendredi 4 novembre (Join-**

Tous ceux qui sont intéressés par la promotion du tourisme pédestre et la sauvegarde de l'environnement sont cordialement invités à cette assemblée annuelle.

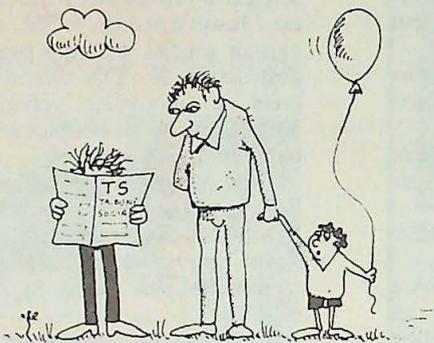
● **Dimanche 6 novembre (Nice) :** la fédération PSU des Alpes-Maritimes organise un stage dans le cadre de l'élaboration d'un programme de transition au socialisme autogestionnaire où sont cordialement invités les sympathisants et militants. Cela se passera au CLAJ, relais de jeunesse, avenue Scudéri à Nice. Contact : PSU, BP 90, Cagnes.

● **Lundi 7 novembre (Paris) :** réunion-débat PSU : « la crise de la gauche. Les propositions des autogestionnaires », à la Maison pour tous, 74, rue Mouffetard dans le 5^e. Malheureusement on ne nous a pas communiqué l'heure !

● **Mardi 8 novembre (Paris) :** Centre populaire de formation socialiste, cycle « Histoire ». Travailisme et syndicalisme révolutionnaire avec Alain Chataignier. Au CREFA, 78 A, rue de Sèvres, Paris 7^e (M^o Duroc).

● **Jeudi 10 novembre (Rouen) :** Robert Fourmont passera en procès d'appel, pour le renvoi de son livret militaire le 10 à Rouen, à 14 h au palais de justice.

● **La Grande Muette ?** C'est un montage audio-visuel sur l'armée, accompagné de chansons. Des dessins, des textes, documents et musiques complètent et actualisent ces images. *La Grande Muette* c'est, à la fois un spectacle et une veillée d'information. Si ça vous intéresse, le soir au coin du feu, adressez-vous au collectif Tout va bien c/o F. Rochard, 12, rue Léon-Blum - 44000 - Nantes.



la projection du film *Nucléaire, danger immédiat*. Des débats auront lieu, après chacune des projections, avec des militants PSU et des militants écologistes. Le 4, à Vitrolles, à 20 h 30, à la Maison pour tous. Le 9, à la MJC d'Aubagne à 20 h 30. Le 10 à la MPT des Ayalade à Marseille, Traverse de l'Oasis à 20 h 30. (La

ville-le-Pont) : à 21 h au Royal on pourra voir et entendre Patrick Font et Philippe Val.

● **Dimanche 6 novembre (Evreux) :** l'association La Cecilia tiendra son assemblée générale annuelle à 15 h dans les locaux de l'amicale des locataires Sécomile, place Kennedy, immeuble Aulne à Evreux-la-Madeleine.

A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en Province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubrique « calendrier », au plus tard le mardi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris, tél. 566 45 64. N'oubliez pas de préciser l'heure, l'adresse précise, le contact éventuel... sinon ce ne sera plus un calendrier, mais une devinette ! ■

humeur

la situation n'est pas catastrophique

Un des meilleurs économistes français l'a déclaré lors de son retour de Hongrie : ce n'est pas parce que l'indice des prix vient de faire un bon officiel de 0,9 % que *la situation doit être considérée comme catastrophique*. D'autant plus a ajouté ce professeur plus connu sous le nom de Raymond Barre « *qu'il ne me suffit pas de souffler dans une trompette pour agir sur les prix* ». Pas plus qu'il ne suffit à un président de la République de jouer de l'accordéon pour faire du social et du populaire. Pas plus encore qu'il ne suffit à l'académicien Peyrefitte de jouer du violon sur le *Mal français* pour nous faire pleurer. Et ce n'est pas Haby qui, avec la grosse caisse récemment utilisée à la radio et à la télévision, a pu nous convaincre de l'innocence de sa réforme scolaire. Tout comme sa commère Alice, sous prétexte que sa trompette est fort mal embouchée, voulait nous faire croire à sa vertu. Bref ce gouvernement qui croit connaître la musique cherche encore le joueur de flûte génial qui, pas à pas, entraînera derrière lui, les 55 % des Français qui s'obstinent à ne pas prêter l'oreille à la cacophonie que la droite les somme de percevoir sur leur gauche.

Mais là n'est pas l'essentiel de mon propos. Car je veux pour une fois, fidèle à un slogan d'autrefois qui nous conseillait de suivre le bœuf, accorder un satisfecit à Raymond Barre et le suivre sur les chemins semés des pétales de roses de l'autosatisfaction qu'il affectionne. Je ne me moque pas : il a raison l'animal, la situation n'est pas catastrophique. Les exemples rassurant abondent.

On daube sur la viande, les patates et les légumes, mais on oublie le reste qu'un technocrate vertueux ou envieux à soigneusement tenu à l'écart de l'indice des prix. Il ne manque pas de stagnations et de baisses.

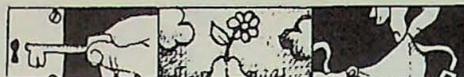
En quelques années les manteaux de vison n'ont pas augmenté

de plus de 4 à 5 % et parfois même, chez certains bradeurs ils ont légèrement baissé. Avenue Foch, le prix du mètre carré d'appartement qui était de 12 000 F il y a trois ans n'a pas bougé d'un pétrodollar et l'on murmure dans ces parages que les Picasso sont sur le point de connaître une baisse spectaculaire. A tel point que leurs détenteurs ont récemment pris contact avec les producteurs de choux-fleurs bretons pour savoir comment il fallait faire pour brûler la surproduction qui fait s'effondrer les cours.

Grâce à l'intervention résolue de notre grand pays frère qu'est l'URSS, le cours du caviar est pratiquement stabilisé à 700 F le kilogramme depuis deux ans. Si vous ne me croyez pas allez vous renseigner chez Fauchon, le traiteur de l'élite, qui en profitera pour vous annoncer, après en avoir versé une louche dans le cabat de madame d'Estaing pour faire bon poids, que le foie gras de Noël 1977 accusera une misérable augmentation de 3 à 4 % par rapport à l'année dernière ; même pas la moitié des augmentations contractuelles réclamées par Bergeron.

On pourrait multiplier les exemples : les ordinateurs, les Rolls-Royce, les vélos de luxe, les havanes, les billets d'avion pour Tahiti, la Martinique et la Réunion, les séjours de vacances aux îles Seychelles, France-Dimanche, Ici-Paris, les lingots d'or, les actions Jacques Borel, le champagne Dom Pérignon, le casse-croute de chez Maxime et bien d'autres choses encore n'ont subit que des hausses négligeables, souvent même enregistré des baisses.

Il y a de la baisse dans l'air. Seuls ne s'en aperçoivent pas les gens qui sont encore trop pauvres pour se passer des produits de première nécessité...



« Vaticiner sur tout, sauf sur

Abonné à *TS* et proche de vos options, je suis consterné de constater (n° 758 - BD de Cagnat) que, vous aussi, vous adhérez sans retenue au poncif le plus éculé du moment ; je veux dire l'amalgame simpliste et malhonnête qui consiste à mêler dans une même et scandalisée réprobation la répression fasciste et les violations de la légalité socialiste en URSS. Afin de n'oublier personne, vous ajoutez même un nouvel élément d'équilibre « les rééduqués chinois ». Pourtant, dans un récent numéro, vous aviez fustigé avec véhémence je ne sais plus lequel de la bande des quatre philosophes qui pataugent avec tant de délices dans le borborygme de la confusion entretenue. Malheureusement leur pseudo-théorisation fait recette, et semble n'épargner personne. Cela ne peut que raffermir dans leurs convictions les laudateurs de la démocratie bourgeoise, qui sait se maintenir équidistante de ces blâmables excès, et dont au passage on occulte les propres crimes.

Ainsi, assiste-t-on à un bel essor d'une notion nouvelle : le socialisme édenique. Pur, non coercitif, respectueux de tout et de tous, a - bureaucratique, et faisant sans doute l'économie de la révolution.

Or, on peut vaticiner sur tout, sauf sur la manière dont se déroulera la révolution et sur les aspects que prendront le régime qui en sera issu. Osons stigmatiser le Chili aussitôt vilipender le Cambodge. Les torchons populaires le font suffisamment. Et comme le dit le Saint-Père, « Ne mêlons pas les problèmes. »

M. LIVERNAULT ■

Reponse à Claude Bourdet

Je tiens à vous faire part des réflexions que m'ont inspiré les propos de Claude Bourdet dans *TS* n° 757, p 10-11.

● *Sur les nouveaux dirigeants israéliens.* S'il est vrai que l'équipe de droite au-

jourd'hui au pouvoir en Israël a un langage plus réactionnaire que celle de l'ancien gouvernement travailliste, il me semble faux de dire que la politique du Likoud et du Parti travailliste diffèrent. En effet l'argumentation des deux principaux partis pendant la récente campagne électorale était la même et reposait sur les « trois nons » : « non » au retour aux frontières de juin 1967 ; « non » à un Etat palestinien indépendant en Palestine ; « non » à des négociations avec l'OLP. Les différences sont donc plus dues à leur passé qu'à la politique préconisée.

● *Sur la politique de Carter par rapport aux Etats arabes et aux Palestiniens.* Dans son article, Bourdet suppose implicitement :

— que les Etats arabes ont tous la même vision de la solution du conflit du Moyen-Orient ;

— que la politique des USA a fondamentalement changé.

Il n'en est rien. La politique des USA a toujours été de défendre au mieux les intérêts des capitalistes américains. Quel est aujourd'hui le meilleur appui des USA au Moyen-Orient ? Israël ? Non, ce sont les Etats arabes qui de la Syrie (rappelons-nous



photo AFP

le conflit libanais) à l'Egypte (cf. L'attaque contre la Libye) et à l'Arabie saoudite font tout pour « satisfaire leur allié américain ». Et je n'ai pas parlé de la Jordanie ni du Maroc, etc...

Les USA ont donc aujourd'hui d'autres appuis au Moyen-Orient qu'Israël qu'ils abandonneraient s'il n'existait le « lobby juif ». D'autre part, les Etats arabes réac-

tionnaires n'ont aucun intérêt à voir se développer à leur porte un Etat palestinien socialiste qui risquerait par contagion d'influencer le prolétariat de ces pays. Et si la ligne de partage entre arabes réactionnaires et progressistes semble assez secondaire aujourd'hui, gageons qu'elle prendra toute son importance dès l'annonce d'un règlement au conflit israélo-palestinien (voir la guerre égypto-libyenne).

● *Faut-il reconnaître l'Etat d'Israël tel qu'il est ?* Jusqu'à présent le PSU considérait qu'il existait un fait national israélien et que la destruction de l'Etat d'Israël ne faisait que créer de « nouveaux réfugiés » (article de Victor Fay sur les problèmes nationalitaires dans *critique socialiste*).

Qu'il existe un fait nationaliste israélien implique nécessairement le droit des Israéliens à déterminer leur propre politique « tant intérieure qu'extérieure ». Ce qui n'empêche pas d'être en désaccord avec celle-ci.

Sur la nature théocratique d'Israël, il faudrait que le PSU (ou ses dirigeants) cesse de se cacher les yeux : il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. Sans parler des Etats où la religion est érigée en dogme (Egypte, Inde...), dans tous les Etats, il existe une religion dominante qui commande la vie sociale. En France, il suffit de penser à nos prochains congés : Toussaint, Noël, Nouvel An (sans parler du Dimanche) pour que la dimension religieuse apparaisse immédiatement. Les religions minoritaires sont le plus souvent ignorées. A-t-on pensé aux examens qui tombent pendant les fêtes religieuses des religieux minoritaires ?

Le seul fait commun à toutes les religions est d'être majoritaire dans d'autres pays. Le judaïsme n'est majoritaire en Israël. Détruire la structure religieuse de l'Etat d'Israël sans, en même temps, détruire toutes les structures religieuses étatiques, qu'elles soient apparentes comme en Israël, ou sous-jacentes comme en Europe, me paraît très dangereux.

J'espère que le 24 pages est pour bientôt.

M. B. ■

Le 24 pages est pour tout de suite. Content ?

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

NOM. Prénom.

Adresse.

Profession.

Code postal. Ville.

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.



Directeur politique : Alain Tlemcen — Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteur en chef adjoint : Claude Deslihiat

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Julien, Ph. Marielle, B. Ravenel.

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096

Administration et publicité : 566.45.37

Numéro de la commission paritaire : 50 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :
Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque
38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

● **Où va la France ?**
Les lauriers d'Helmut Schmidt
par **V. Leduc** p 5



PC-PS : le ping-pong
par **M. Mousel** p 6-7

● **Social**
Issoire : Wassmer-Aviation n'a pas décollé
par **J. Roux** p 8

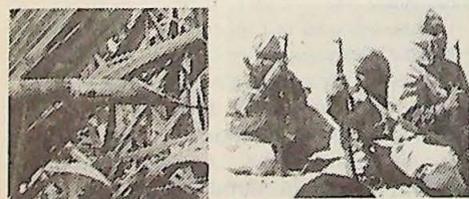


CNPF écolo et usines baladeuses
par **L. Maillot** p 9
Le MSTP sur les fonds baptismaux p 10

● **Débat**
Quelle défense ? table ronde avec la participation de **P. Naville, A. Joxe, J. Sémelin** p 11-14

● **Bonnes feuilles**
Pas d'histoire, les femmes...
par **H. Bouchardeau** p 15

● **Et pourtant elle tourne**
La Réunion : chantage à l'assistance. **Interviews de E. Haorau**, conseiller général de



St-Pierre et **P. Vergès**, secrétaire général du PCR. Propos recueillis

par **P. Tréguer** p 16-17
Outre-mer ou outre-tombe par **Ph. Mariéli** p 18
France-Sahara : le retour du père Bugaud ?
par **Ph. Mariéli** p 19 et 24

● **La parole à**
Emile Le Beller, secrétaire général de la fédération PTT-CFDT. PTT, multinationalement vôtre. **Propos recueillis par Y. Sparfel** p 20-21

● **Les armes de la critique**
Les orphelins, interview de Nikolai Goubenko. Propos recueillis
par **F. Gastellier** p 22
Les marionnettes c'est le pied
par **F. Claire** p 22
La télé : nouvelles à vendre
par **Ph. Mariélie** p 23

les lauriers d'Helmut Schmidt

Par Victor LEDUC



Jaloux des lauriers d'Helmut Schmidt, M. Giscard d'Estaing a donc réuni la semaine dernière un « conseil de crise » et brandi la menace d'une intervention éclair quelque part en Afrique du Nord.

Aussitôt la presse Hersant, encore toute frémissante des cris de guerre de la campagne antiterroriste, embouche la trompette pour célébrer les futurs exploits des commandos aéroportés. Mais on ne fait pas un Entebbé ou un Mogadiscio tous les jours. Et l'on reconnaît, « de source militaire », qu'un échec serait lourd de conséquences.

Si le souci gouvernement est la libération des Français détenus au Sahara, il a les moyens de l'obtenir sans se lancer dans une aventure provocatrice.

L'ambassadeur d'Algérie en France a rappelé, on le sait, que les huit civils français disparus ne sont pas sur le territoire algérien et que son gouvernement est prêt à faciliter tous les contacts entre le gouvernement français, les organisations internationales de solidarité et le gouvernement de la République arabe sarahouie démocratique. C'est d'ailleurs ce que demandent les familles des disparus. L'un des principaux responsables du Front Polisario a donné récemment une interview laissant clairement entendre qu'il attendait un geste du gouvernement français. Mais l'on s'est bien gardé, en haut lieu, de diffuser cette interview — l'ordre a été donné d'en interdire le passage à la télévision.

Il y a bien, de la part du pouvoir, la volonté d'exploiter à des fins de politique intérieure et extérieure une situation douloureusement ressentie par l'opinion publique.

La détention de civils qui ne sont pas mêlés au conflit est un fait de guerre regrettable et l'on ne peut que souhaiter leur libération immédiate. Mais il est impossible d'admettre que ce fait serve de justification à la politique d'intervention en faveur des Etats les plus réactionnaires du continent africain, de l'Afrique du Sud au Zaïre et au Maroc.

Par le biais d'une expédition de libération de civils indûment retenus en Afrique, ce sont nos liens avec le gouvernement et le peuple algérien qui sont remis en question et certains voient déjà luire des espoirs de reconquête. Qu'il s'agisse d'un raid sur Tindouf ou d'une installation de troupes françaises en Mauritanie, le recours à l'intervention militaire prendra la signification d'une participation directe au conflit aux côtés des adversaires de l'autodétermination du peuple sarahoui, dont le principe a pourtant été reconnu par la France.

Mais que pèsent les principes auprès des intérêts financiers et politiques ? Les capitaux français sont majoritaires dans les mines de fer de Zouérate et cela explique bien des choses.

Quant aux intérêts politiques, ils sont évidents. A la veille d'élections législatives qui, en dépit de la situation actuelle à gauche, restent difficiles pour le pouvoir, quelle belle carte qu'une expédition militaire ramenant triphalement les prisonniers du désert. N'y aurait-il pas là de quoi élargir le fameux « consensus », objet de toutes les convoitises présidentielles ! Helmut Schmidt, lui, a réussi. Son succès fascine Giscard et risque de le conduire aux pires excès. Il faut que le pouvoir sache qu'il n'aura pas l'accord du peuple pour engager le pays dans une aventure colonialiste et belliciste. Il faut prendre des initiatives pacifiques pour obtenir la libération des civils détenus, dans le respect des droits du peuple sarahoui à l'indépendance et dans la fidélité à l'amitié avec le peuple algérien. Le mouvement ouvrier et la gauche dans toutes leurs composantes ont là une excellente occasion d'agir dans l'unité. ■

PC-PS : le ping-pong

Communistes et socialistes se renvoient la balle. Les commentaires vont bon train. Et si le jeu était truqué depuis longtemps ?

QUITTE à choquer, je crois qu'on ne peut ignorer le rapport qui existe entre les deux événements qui ont le plus marqué la période récente : l'affaire de la « Fraction Armée Rouge » (RAF) en Allemagne et la crise de l'Union de la gauche en France. Ce rapport, il se situe principalement dans l'incapacité des stratégies traditionnelles à répondre, non seulement à l'aspiration à une véritable libération, mais aussi à une certaine angoisse collective devant la société qui se prépare — si bien représentée chez nous par le nucléaire. Ce n'est pas parce que la RAF est un groupe ultra minoritaire, totalement coupé d'une classe ouvrière intoxiquée (et s'en est encore plus coupé, et a contribué à l'intoxiquer encore plus) que nous devons minimiser le problème, ou imaginer qu'il ne peut resurgir que sous une forme aussi extrémiste et marginale. Dans un autre contexte social et politique, l'exemple italien, dans ses versions « autonome » ou « indienne », prouve le contraire.

Nous ne pouvons accepter ce type d'enchaînement où le terrorisme d'Etat et le nihilisme s'alimentent mutuellement, où la pusillanimité des appareils de gauche engendre le désespoir — notamment dans la jeunesse —, et réciproquement. Telle est cependant le risque couru en France même, du fait d'une vie politique qui fonctionne « à côté » des plus fortes pulsions populaires. Quand on parle du désarroi que créerait une défaite de la gauche, ou de la désillusion que provoquerait une renonciation à ses ambitions et qu'on évoque le fossé qui pourrait alors se creuser, on ne perçoit qu'un aspect des choses : car c'est parce que le fossé existe déjà — plus ou moins profond —, que nous courons le double danger de l'échec électoral ou du compromis vers la droite.

A lui seul, le fait qu'à propos de ce fossé on soit obligé de parler de terrain social et de terrain politique, qu'on ne puisse éviter, pour expliquer, de recourir à cette dichotomie artificielle, en dit long sur la sorte de schizophrénie subie par « la gauche » depuis 1972. Cette séparation en deux de la réalité sociale, visible dans les contradictions entre possibilités de stratégies électorales d'une part, syndicales d'autre part, est à la base de la critique que nous avons faite du Programme commun dès l'origine. Il était

inévitabile que, à l'approche d'une formule gouvernementale de gauche en temps de crise, les contradictions s'accusent. Il nous revient donc d'éclairer les faits récents à la lumière de cette critique fondamentale pour repérer les moyens d'action dont nous disposons.

MAIS, nous-mêmes ne sommes pas sans histoire. S'il faut revenir sur notre critique « fondamentale », nous ne pouvons nous cacher que le PSU en a parfois donné une image très déformée. Celle d'une critique de droite, implicite au début lorsque nos porte-paroles

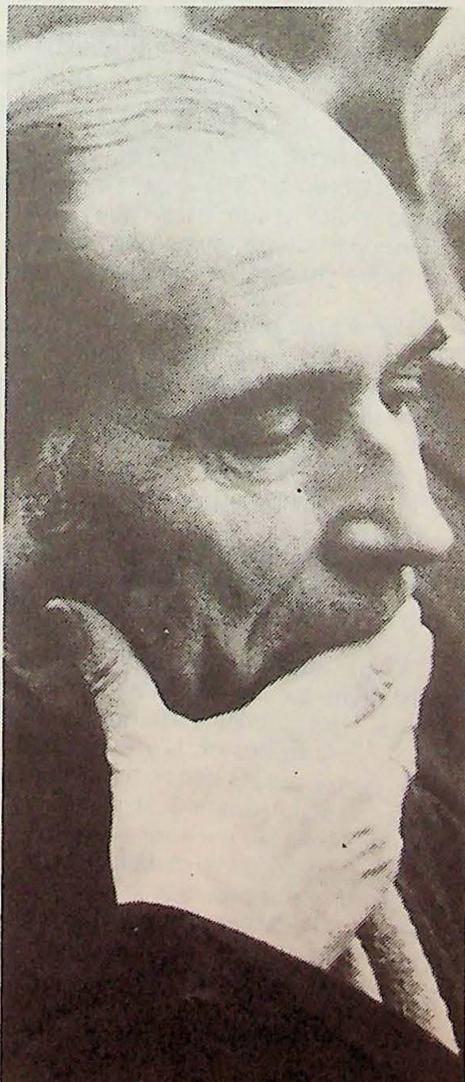


photo P. Lebrun

insistait par exemple sur les incohérences techniques du Programme commun, ou sur l'irréalisme de sa mise en œuvre. Thème qu'à vrai dire ils ont plus développé après nous avoir quittés : or, si incohérent il y a, elle n'est pas technique mais stratégique, et l'irréalisme n'est pas fait d'excès mais de défaut d'ambition. C'est aussi d'une critique ultra-gauche rejetant l'idée même de programme de gouvernement, d'une alliance politique incluant notamment cette social-démocratie que nous enterrions rituellement en nos congrès avant Toulouse pour mieux exorciser la renaissance dans nos propres rangs : alors que les véritables problèmes étaient ceux du rôle exact d'un gouvernement pour engager une dynamique de transition, et de la nature d'une alliance avec le réformisme susceptible de faire progresser la perspective révolutionnaire.

Il faut se souvenir que ces erreurs ont souvent porté préjudice à notre critique et la défigurant. Aujourd'hui nous nous sommes dégagés ; nous avons précisé, affiné et complété notre analyse — en particulier dans les textes issus du congrès de Strasbourg. C'est un atout important. D'autant plus qu'on retrouve dans la manière dont le PCF et le PS ont déchiré le Programme commun en le tirant chacun dans son sens une logique analogue à celle des deux erreurs que nous avons connues. S'agissant du PS c'est évident. Pour le PCF, on ne souligne pas assez que son attitude témoigne d'une grave incapacité à gérer ses rapports avec la social-démocratie, à sortir de l'alternance suivisme/dénonciation : si l'Union est un combat, ce n'est pas celui-là.

C'est pourquoi il est parfaitement vain de se poser en juge pour déterminer les responsabilités dans la rupture, bien que ce soit à la mode. Vain et erroné. La simple description des faits ne saurait tenir lieu d'analyse.

Ainsi, chacun comprend (et nous l'avons exposé clairement dans TS) que l'attitude du PCF s'explique par une hésitation à partager le pouvoir avec le PS dans les conditions actuelles, et par l'évolution des rapports de force électoraux. Mais si l'on s'en tient là, on a vite fait de rejoindre l'interprétation « bourgeoise » de la crise : le PCF ne veut décidément pas du pouvoir, et sa seule politique est son propre renforcement. Or les communistes ont, quoiqu'on en dise, fondé le développement de leur force au cours des dernières années sur leur crédibilité en tant que parti de gouvernement — mais pas pour devenir les otages d'une politique qui les mettrait en opposition avec leur base sociale ; et c'est aussi parce que l'hégémonie du PS leur imposait un partage trop défavorable du pouvoir — et cela dans tout l'appareil d'Etat au sens large, secteur nationalisé compris —, qu'ils ont dû réviser leur attitude par rapport à l'Union de la gauche.

LES choix du PCF renvoient donc ceux du PS. Mais là aussi, il faut se garder des explications subjectives qui vont bon train. Comme d'habitude depuis six mois le PS se prépare à trahir. Nous, nous n'avons pas attendu le débat sur

l'actualisation du Programme commun pour montrer les signes du glissement à droite marqué à la fois par des abandons des mesures les plus progressistes du Programme commun et l'acceptation, sous des formes variables, de la coexistence avec Giscard (voire avec les giscardiens). Qu'on se souvienne de ce que nous avons dit de la campagne présidentielle de 1974, du fameux séminaire de Seillac, du forum de *l'Expansion*, etc. Cependant, nous n'avons jamais dit que les sociaux démocrates sont des « traîtres » en puissance par tempérament. S'ils ont si souvent « trahi » dans l'histoire, c'est moins par volonté que par absence de volonté politique. Surtout, dans ce parti de forme présidentialiste, c'est du côté de la couche dirigeante et de la politique qu'elle secrète qu'il faut se tourner pour comprendre ce qui se passe : comment la bourgeoisie technicienne n'y a pas été conduite à remettre en cause le consensus économique et idéologique capitaliste, comment sa principale préoccupation est d'accéder aux postes de responsabilité (1).

Seulement voilà : le PS est aussi un parti populaire, et sans ceux qu'il influence aujourd'hui il n'y aura pas d'unité victorieuse, de même que si l'on ne crée pas la dynamique susceptible de les soustraire à cette influence, la victoire sera rapidement détournée. A l'égard de la social-démocratie, il ne s'agit pas plus de « plumer la volaille » que de lui courir après. En d'autres termes, si le bilan de cinq années d'Union de la gauche est celui que tire le PCF de l'orientation actuelle du PS, ce n'est pas tant l'alliance qu'il devrait mettre en cause que la manière dont il l'a pratiquée.

ON dit souvent que, finalement, le Programme commun n'est plus viable *aujourd'hui*. Mais son inadéquation était déjà inscrite dans les faits en 1972. La crise, aussi bien que les revendications nouvelles des travailleurs, ne sont pas venues troubler des flots qui étaient calmes il y a cinq ans. Le compromis du Programme commun reposait sur trois idées principales :

1) satisfaire un nombre relativement important de revendications dites « quantitatives » :

2) le faire au prix du minimum de transformations structurelles ;

3) la comptabilité des deux est possible par la poursuite d'une croissance forte.

Ce triptyque n'avait qu'un défaut : celui d'ignorer les changements sociaux qui étaient en train de se produire. Le fait que l'unité des travailleurs ne progressait pas seulement autour de leurs intérêts matériels, mais aussi sur des aspirations concernant l'égalité réelle et le pouvoir. Le fait que la croissance à base de productivité et de gaspillages ne pouvait plus constituer la réponse à une volonté de meilleure qualité de la vie dans le travail et hors du travail. Le fait aussi que la bourgeoisie pouvait disposer d'une certaine marge de manœuvre pour faire preuve de souplesse dans certains cas, contre-attaquer dans l'autre, si l'on n'intégrait pas tous les niveaux de la lutte, économique, politique, idéologique.

C'est dans ces conditions que s'est développée la crise économique. Sa dernière victime est le Programme commun parce qu'elle a fait voler en éclats le compromis

sur lequel il reposait. Chacun l'interprète maintenant à sa manière, le PS renonçant à la croissance forte mais du même coup à beaucoup d'ambitions, le PCF en défendant

la question que nous poserons à la CFDT cette semaine : sa réponse pèsera lourd dans l'avenir. Tel est aussi l'objet le plus important de la première conclusion de nos

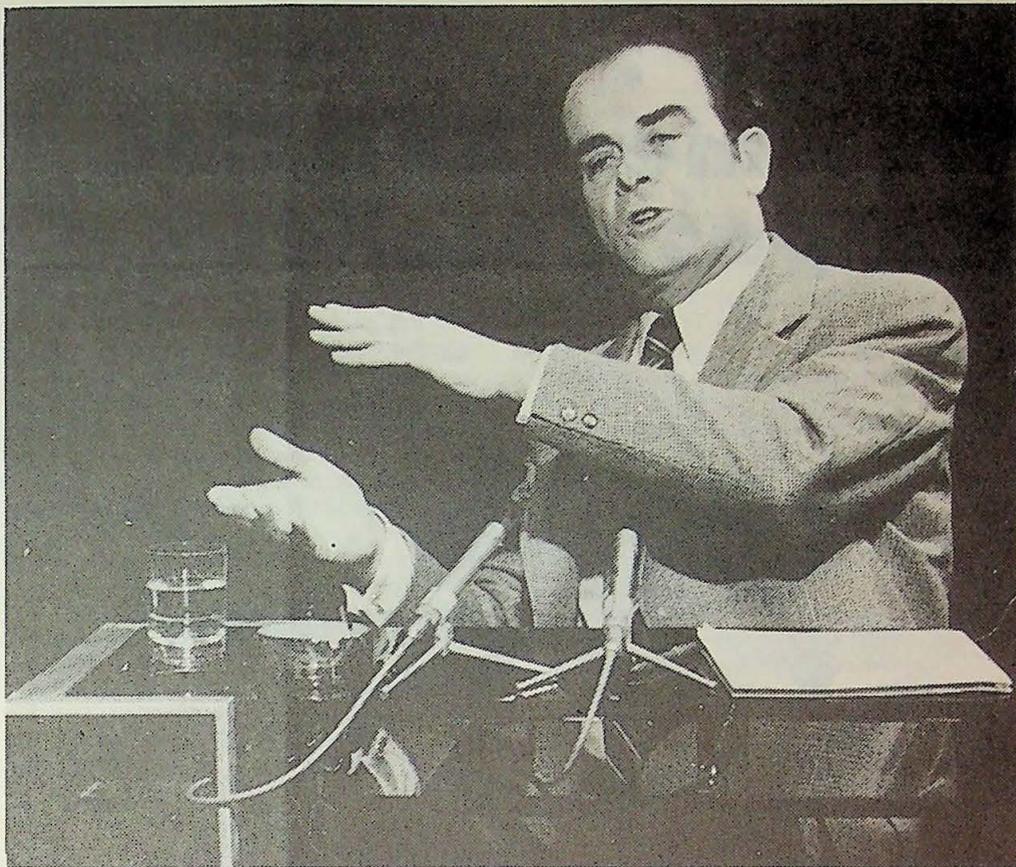


Photo E. Kagan

les revendications ouvrières mais en espérant les « financer » par un retour à la croissance de l'après-guerre. Mais cela nous fait une belle jambe de dénoncer la perfidie de la bourgeoisie... Il vaudrait mieux savoir pourquoi elle a pu être efficace.

NOUS voyons bien maintenant la réponse : c'est parce que le Programme commun n'a pas vraiment, dans son contenu, prolongé l'offensive ouvrière, et dans les formes de l'union consolidé l'unité ouvrière présente dans les luttes. Comment, sinon, expliquer le paradoxe d'une majorité de gauche de fait, et de l'impossibilité d'enrayer la politique d'austérité de la droite ? A un moment ou à un autre, cela devait exploser. A tout prendre, mieux vaut maintenant que trop tard, si chacun, plutôt que d'aller chercher des bouc-émissaires, tire les leçons de l'histoire et cherche à repartir sur des bases saines.

Celles que nous avons esquissées dans « l'appel aux travailleurs et à leurs organisations » ne sont pas restées sans écho. Il apparaît dans les organisations du courant autogestionnaire une certaine concordance de vues pour constater qu'elles ont une responsabilité à prendre dans la recherche d'un dénouement à la crise actuelle puisqu'à la fois elles n'étaient pas impliquées dans le Programme commun mais qu'elles sont directement concernées par les débats de ces derniers mois. Nous l'avons bien vu lors des 6 heures organisées par la CSCV. Pourquoi, dans le même esprit, l'ensemble du courant autogestionnaire ne créerait-il pas, selon le même exemple, les occasions et les lieux d'un véritable débat ? Telle est, entre autres,

réunions avec le Parti communiste français : dégager les axes actuellement possibles de l'unité sans cacher (enfin !) les points de désaccords les plus lourds.

QUANT au PS, nous sommes obligés de dire ceci. Il proteste publiquement de sa volonté unitaire. *Mais il est, de toutes les organisations, politiques, syndicales et autres, la seule à n'avoir pas répondu à nos propositions de discussion et de débats.* Il fut un temps où l'on disait que ce genre de comportement s'expliquait par des réflexes puérilement sectaires de quelques anciens du PSU. Depuis le temps, on ne fera croire à personne que ce genre de mesquineries bureaucratiques continue à faire la loi au PS. François Mitterrand et ses amis savent que le PSU détient une clé (petite, fragile, etc — mais ça vaut mieux que rien), pour l'unité. S'ils veulent la seconde, que n'essayent-ils la première !

Il s'agit d'ailleurs de beaucoup plus que de racommodages in extremis. Il s'agit de savoir si le courant autogestionnaire, seul capable de polariser politiquement la contestation la plus radicale, parviendra à féconder une nouvelle unité. Que ceux qui ne veulent ni du goulag, ni des stades, ni de Stammheim y réfléchissent bien.

Michel MOUSEL ■

(1) « Le pouvoir sera exercé par des compétents professionnels, le technocrate, même élu, se trouvant dans la même position que le maire, élu, de la commune », *écrivions-nous à Strasbourg* (Critique socialiste, n° 29, p. 21). *Les propositions du PS pour la désignation des dirigeants des entreprises nationalisées ont singulièrement illustré cette phrase !*

Issoire : Wassmer-Aviation n'a pas décollé

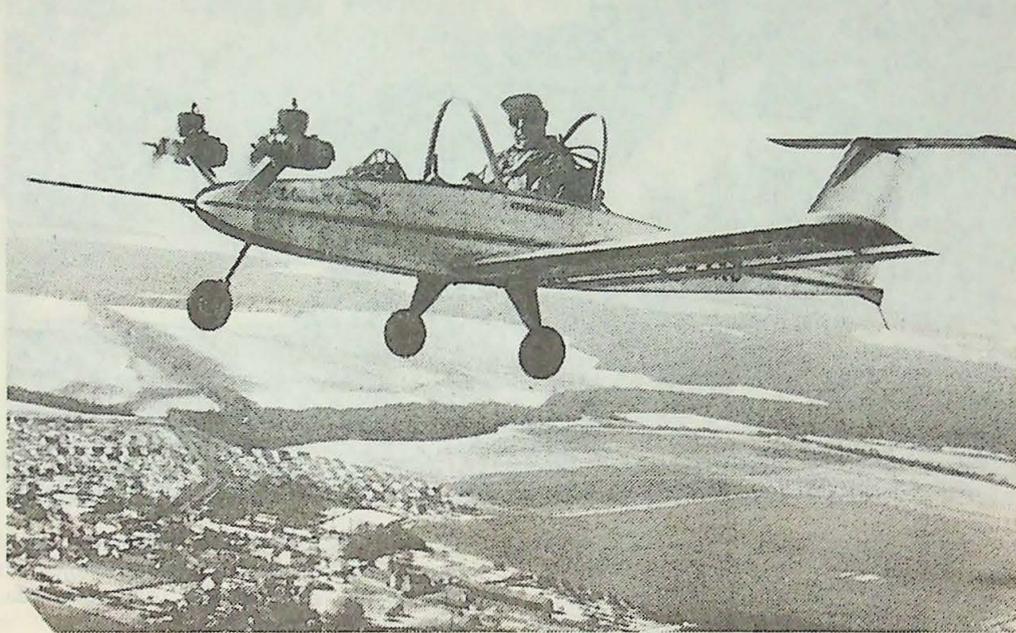


photo AFP

Le tribunal de commerce a décidé à la mi-septembre la liquidation des biens de la Nouvelle société Wassmer-Aviation à Issoire qui emploie 85 personnes. La réplique ne s'est pas faite attendre. La section syndicale CFDT a opté pour l'occupation de l'usine.

Depuis 1949 la société Wassmer fabrique des avions légers et des planeurs avec divers succès : le Jodel 1962 ; un nouveau planeur ; le Super Javelot et l'avion Super IV. En 1966, elle innove avec le premier avion en plastique construit en Europe : le Wassmer 50. Pourtant, en 1971, se produit le premier dépôt de bilan. Un nouveau P-DG s'installe. La société fabrique 50 avions et

trente planeurs par an. Les cadres employés et ouvriers investissent alors leurs économies dans l'entreprise pour sauver leur emploi devenant ainsi actionnaires.

En 1977 sort le Pirana (en plastique) WA 80 certifié en mars 1977 : plus de 25 appareils sont déjà vendus dont plusieurs en Allemagne. Comment en est-on arrivé là ?

Mauvaise gestion, service commercial inexistant dit-on. Cela n'avait pas empêché certains cadres de s'octroyer jusqu'à 36 % d'augmentation, ne laissant que des miettes aux ouvriers.

Jacques ROUX ■

Sidérurgie lorraine CFDT : un congrès dans la crise

Le congrès qui s'est déroulé le 21 et le 22 octobre 77 à Hayange se situait en pleine période de restructuration de la sidérurgie. Il devait faire le bilan de l'échec de la mobilisation contre le démantèlement de la sidérurgie, facilité on ne le dira jamais assez, par FO. L'absence de mobilisation et le clivage entre le Nord et le Sud sur les problèmes des structures ont été la toile de fond des deux journées de ce congrès.

Quatre points forts dans les débats. Les travailleurs immigrés : quatre interventions

sur quatorze lui ont été consacrés dans la discussion du rapport général. Les structures du syndicat : la décentralisation demandée pour les sections isolés (80 km). L'unité d'action, l'action et la négociation ; ces problèmes ont été vécus plus particulièrement pendant la négociation sur la convention sociale et lors des derniers conflits, notamment à Thionville. L'unité d'action n'est pas un but en soi, mais un moyen précise un amendement d'Usinor-Thionville. Elle doit se concevoir avant tout par

une unité des travailleurs sur les chantiers et ne pas être le seul fait d'une entente au niveau des appareils syndicaux. Les nationalisations : le congrès s'est prononcé pour la nationalisation de la sidérurgie dès la prise de pouvoir de la gauche. Il a néanmoins insisté sur le contenu, les nationalisations n'étant pas la solution miracle.

Ce congrès démontre, s'il en est besoin que l'action dans la sidérurgie demeure une nécessité. En effet le nombre de licenciements annoncés par le plan Ferry pourra être dépassé. La fermeture du haut-fourneau de Thionville sera effective très bientôt. L'annonce récente de licenciement (2 600 d'ici 1981) dans les mines de fer ajoute une ombre de plus au tableau déjà bien noir de l'emploi en Lorraine.

Rectificatifs

A propos de la « tribune libre » publiée en page 11 de *TS* n° 759 : l'article intitulé « Contre l'unité » et signé J. Le Ménestrel constituait une contribution du « courant communiste autogestionnaire » au débat préparatoire au Conseil national du PSU des 11, 12 et 13 novembre prochains. ■

A propos de la pseudo révision des positions pronucléaires du PS analysée dans *TS* n° 759 sous le titre « Sois franc, François », Michel Martin évoquait à la fin de son article le rôle du « comité d'experts » constitué par le PS et rappelait que sa fonction essentielle était d'occulter le débat sur le nucléaire civil et militaire ; « La seule chose que l'on peut constater dans le moratoire de Mitterrand c'est, qu'outre ses buts électoralistes, il aura comme conséquence de trancher une fois pour toutes la question du nucléaire, sans que ni vous, ni moi n'ayons eu notre mot à dire ». ■

CNPF écolo et usines baladeuses

Ils viennent jusque dans nos campagnes... vivre et exploiter au pays.

Alors que Barre veut accentuer la mobilité de l'emploi, qu'est-ce qui a donc amené les 4^e Assises du CNPF (octobre 77) à prononcer le slogan « Vivre et travailler au pays » (G. Chavanes, P.D.G. de Leroy-Som-

mer, cité par *Le Monde* du 19 octobre 1977.)

Depuis 74, la mode des « usines à la campagne » (formalisée par un rapport du même Chavanes), a relayé dans la presse patronale, celle de la décentralisation qui visait les villes de province. On retrouve là, la « miniaturisation » de l'aménagement « contractuel » du territoire, qui, des « métropoles d'équilibre », est passé aux « villes moyennes » puis aux « contrats de pays » (voir l'article de F. Dalbert dans le premier numéro de la revue des élus autogestionnaires, à paraître).

Des paradis artificiels

Les bureaux d'études du CNPF récupèrent ainsi les mots d'ordre écologistes et même certaines revendications ouvrières (le contrôle ouvrier devient la « direction participative par objectifs », la rotation des tâches est caricaturée dans les « chaînes autonomes »...). Ce sont d'ailleurs les mêmes firmes (Jaeger, SEB, Leroy-Sommer) qui sont citées en exemple pour la « réforme de l'entreprise » et pour l'opération « usines vertes ». Ce peuvent être les mêmes (Jaeger) qui réintroduisent les formes les plus archaïques d'exploitation comme le travail à domicile.

Comment interpréter ce « retour à la nature » ? En jouant sur les aspirations réelles des travailleurs, le patronat fait passer la pilule du « redéploiement » industriel qui amène une usine à se décentraliser aussi facilement à Singapour ou à Tunis qu'à Chateaufort. Et si l'on parle beaucoup des industriels quand ils vont « aux champs », on nous raconte moins leurs safaris...

Ainsi on agite le paradis du « bocage industriel » pour mieux préserver l'arbitraire des implantations. Le redéploiement n'est pas un simple transfert géographique ; c'est aussi la restructuration des emplois et, en particulier, la déqualification. Cette déqualification, il faut la diluer. Une brochure du CNPF « Le problème des OS » porte la plus vive attention à... certains métiers qualifiés (sic) de « pénibles » qui, sur certaines parties du territoire, sont parfaitement acceptés par les Français parce que leur volume reste inférieur à ce qui est toléré, alors qu'ailleurs, le recrutement devient presque exclusivement étranger en raison du franchissement du seuil d'acceptation, en raison aussi de l'existence d'offres d'emplois de qualité meilleure. » Enfin, on va chercher dans les campagnes des situations où le rapport de force idéologique, politique et social est plus favorable au patronat.

Contrôler les usines baladeuses...

Face à cela, les travailleurs se battent pour le maintien de leur outil de travail, qu'il soit rural ou urbain. Donc souvent contre des décentralisations opérées sans garanties suffisantes qui correspondent à des transformations de postes d'OP en OS. Voir Citroën.

Face aux promesses d'implantation, les populations rurales ont de bonnes raisons d'être sceptiques et méfiantes : quelles retombées y a-t-il eu sur l'arrière pays de Fos ?

Des destructions de l'environnement mais pas d'« usines induites ».

Méfiantes aussi, car les « usines baladeuses » qui cherchent un emplacement, ne sont pas toujours sans danger. Mais pour autant, nous ne pouvons suivre le conseiller municipal de La Rochelle qui affrontait le même Chavanes à France-Inter le 19 octobre : il condamnait au vu de ce qui se passe actuellement, toute possibilité pour l'avenir, d'industrialisation diffuse et sous contrôle local, pour ne jurer qu'en « l'industrie lourde ou semi-lourde » et aux « aides venant de l'extérieur » et de l'Etat.

Alors, que proposons-nous face à ces tentatives du patronat ? Nous nous battons d'abord pour une hausse massive des bas salaires, en particulier pour ne pas obliger à la double journée entre le jardin et l'usine. Sous la condition précédente, la revendication des 35 heures est prioritaire pour changer la vie et avoir le temps de contrôler collectivement la marche de l'entreprise. Nationaliser est important aussi pour « travailler au pays » ; la majorité ouvrière des conseils d'administration devra comporter, à côté des travailleurs de l'entreprise, des travailleurs de la même branche, de la même filière (amont et aval) et de la région concernée. L'« éclatement » géographique des nationalisations pourrait se faire selon le schéma de la Régie régionale de l'horlogerie autour de Lip, proposée par le PSU du Doubs.

Par ailleurs, tant qu'une véritable planification n'est pas en place, il faut exiger que ce soient leurs installations et non plus les municipalités qui gaspillent leurs ressources et leur sol en zones industrielles vides. Et pourquoi ne pas demander que les aides à l'implantation (primes de développement et autres soient versées au comité d'entreprise et non plus au patronat ?). Ainsi favorisé, le contrôle populaire et local pourrait imposer des emplois industriels, répondant aux besoins locaux des travailleurs ; utilisant les ressources locales, et au maximum, les énergies dispersées (déchets ligneux, éolienne hydraulique...), complétant sans surcroît de travail les emplois dans l'agriculture.

L. MAILLOT ■

livre

Le pouvoir à prendre

Les événements récents, à gauche, redonnent une actualité certaine à un ouvrage de notre camarade Yvan Craipeau, publié il y a un an environ par les éditions Syros sous le titre *Le pouvoir à prendre*.

Que va faire la gauche au gouvernement ? s'interroge Yvan Craipeau. Le « séminaire de réflexion » tenu par la direction du PS en avril 1976 est passé au crible. Yvan Craipeau y voit à juste titre l'esquisse d'une politique gestionnaire qui s'accommoderait d'un compromis de fait avec Giscard par le biais d'une mise en œuvre « par étapes » des mesures prévues au Programme commun. Ce dernier, réduit à un « cadre », ne serait plus qu'une référence formelle. Quant au PCF, on lui laissera

clairement entendre « qu'il lui faudra mettre les pouces ».

Certes depuis dix-huit mois la politique du PS s'est progressivement affinée, tandis que le PCF se cabrait de plus en plus. Mais pour l'essentiel, l'analyse reste juste, en dépit de quelques formulations peut-être trop abruptes. Les masses populaires se laisseront-elles dépouiller de leur victoire, si la gauche obtient la majorité en mars 1978 ? Yvan Craipeau ne le pense pas. Avec un optimisme que l'on jugera peut-être excessif, il tend à considérer comme probable une « grande confrontation sociale » au lendemain d'une victoire électorale. Cette perspective, et les débats du congrès d'Annecy de la CFDT, lui offrent l'occasion de développement intéressants sur ce que pourrait être une « stratégie autogestionnaire ».

Le chapitre consacré au regroupement des autogestionnaires exprime un point de vue plus contestable. Yvan Craipeau a tendance à considérer que le regroupement de l'extrême gauche va de pair avec la constitution d'une force politique pour l'autogestion. Selon lui la « dynamique de regroupement » à créer passe par une pratique d'actions et de débats avec la LCR et l'OCT. On peut en douter.

Tel qu'il est, ce petit livre très clair — trop clair ? — et dont une partie a été publiée sous forme d'articles dans TS, sera consulté avec profit, même si ses lecteurs n'y trouvent pas LA vérité du PSU.

Léo GOLDBERG ■

Vient de paraître
aux éditions Syros
dans la collection
« Points chauds »
Lip au féminin
18 F





photo Collobert

le MSTP sur les fonds baptismaux

Une organisation paysanne « de gauche » est née...

Le 28 septembre a vu l'annonce de la création du Mouvement syndical des travailleurs paysans (MSTP). C'est, depuis 1959, la quatrième organisation de gauche qui se crée, après le MODEF (1) en 1959, les Paysans-Travailleurs en 1970, et le MONATAR (2) en 1975. A la différence des trois précédentes elle n'est pas issue d'une dissidence du syndicalisme « officiel et unitaire ». Le MSTP est le bien maigre résultat d'une tentative de regroupement des trois autres dissidents. Un résultat intéressant cependant...

Ce nouveau mouvement regroupe l'ensemble du MONATAR et une fraction minoritaire des Paysans-Travailleurs. Comment en est-on arrivé là ? Depuis un an et demi environ, l'ensemble de ces organisations paysannes de gauche avait des contacts et des discussions. L'objectif ? Arriver à une convergence et, pourquoi pas, au regroupement unitaire. But louable et ambitieux qui, hélas, entre autre erreur de jugement, estimait pouvoir réunir des gens par trop différents politiquement. Quoi de

commun en effet entre tel militant du MODEF, « revendicatif » peut-être mais sans analyse politique, et tel militant paysan-travailleur avant tout politiquement situé à l'extrême gauche ? Le premier adhère à sa structure, car elle est plus revendicative — plus démagogique aussi ! —, le second inscrit son activité dans l'aspiration à une autre société. D'autant que la convergence envisageait même parfois de réunir sous sa houlette des fédérations départementales du syndicalisme officiel connues pour « ruer dans les brandards ».

La montagne devait accoucher d'une souris ! Ce sont les « centres » de cette tentative de convergence qui se sont réunis pour former le MSTP : le MONATAR se voulait déjà « complémentaire » (1) entre le MODEF et les Paysans-Travailleurs. La fraction minoritaire ex-Paysans-Travailleurs qui adhère au MSTP est la moins « gauchisante » du mouvement. Mais quelles sont les principales orientations de cette nouvelle organisation ? En attendant le

premier congrès, qui aura lieu dans le courant de cet hiver, il faut s'en tenir aux cinq axes avancés le 28 septembre par les fondateurs du MSTP : « priorité du travail sur le capital ; terre, outil de travail ; revenu garanti pour chaque agriculteur ; planification de l'économie agricole ; solidarité avec les autres catégories de travailleurs. »

Intéressant, dira-t-on. Certes. On demande cependant plus de précisions : le congrès cet hiver sera bougrement important. La planification ? Mais laquelle ? Et comment ? Le revenu garanti ? Tout le monde y est favorable, même la droite ! La terre outil de travail ? Que recouvre cette expression ? Se contentera-t-on d'enrayer la spéculation tout en conservant un marché « libéral » ou ira-t-on jusqu'à un réel contrôle de la destination de la terre par ceux qui en ont besoin et en fonction des divers usages agricoles ? Quant au premier et au cinquième axe, ils demeurent ambigus. Relèvent-ils d'une réelle analyse anticapitaliste ou d'un humanisme chrétien et bon enfant ?

Ne faisons pas au MSTP un mauvais procès a priori, mais posons lui les vraies questions. Au-delà de cette naissance reste posé le problème de la convergence. Celle-ci semble difficile, sinon impossible, avec l'éventail large que certains ont cru mettre en place au départ. Il serait malgré tout souhaitable de ne pas en rester au simple MSTP. Déjà les Paysans-Travailleurs « majoritaires », tout en lançant des attaques assez vives contre le nouveau-né, se déclarent décidés à faire leur part d'effort pour sauvegarder l'unité d'action à la base. Il se réaffirment favorables à un « syndicat de masse et de classe » qui vienne de la base paysanne. Il est vrai que le MSTP apparaît comme une « manœuvre d'état-major ». ■

(1) MODEF : Mouvement de défense des exploitants familiaux.

(2) MONATAR : Mouvement national des travailleurs agricoles et ruraux.

CINEMA 77

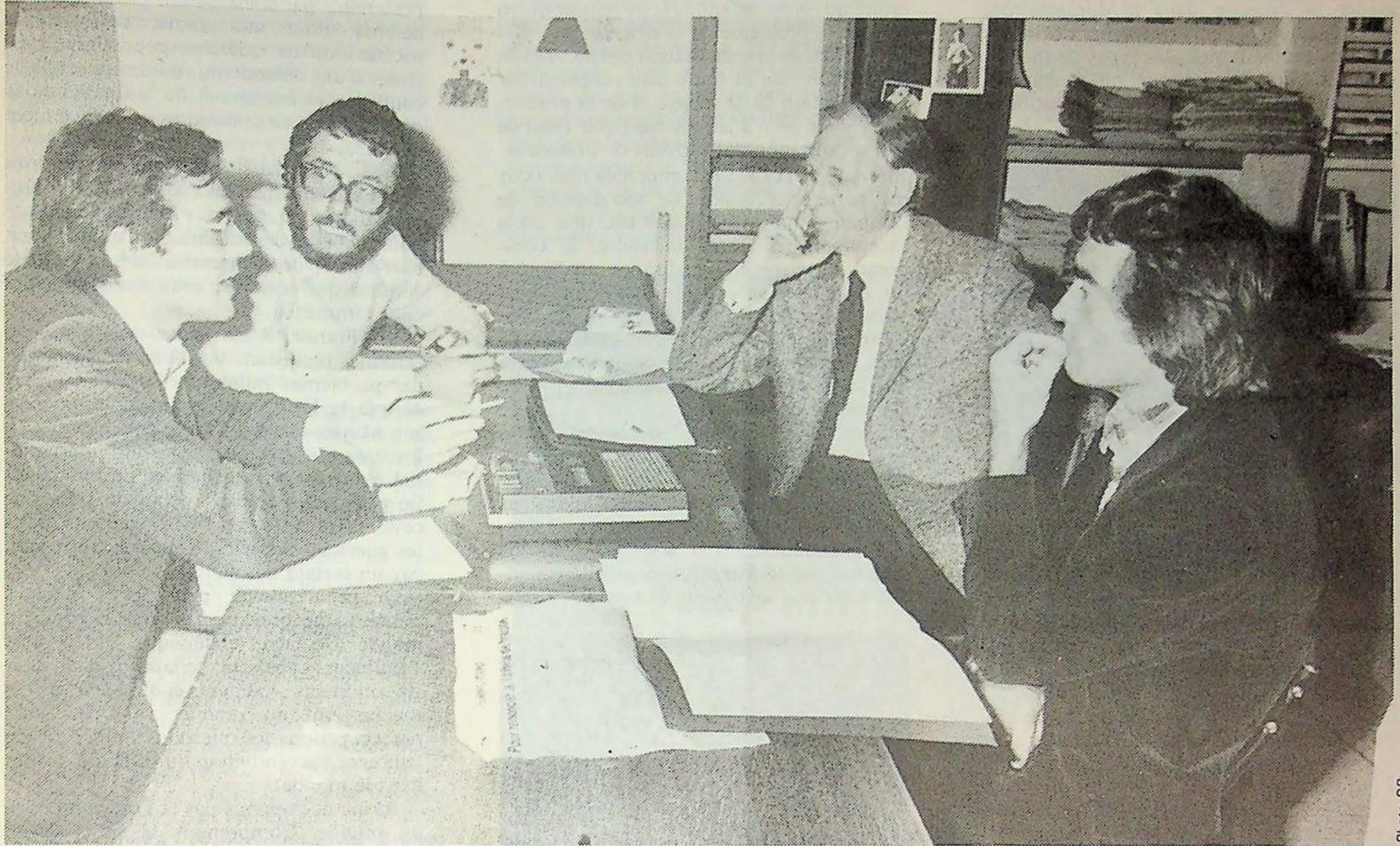
NOVEMBRE - N° 227
CINEMA et SOCIETE
DE CONSOMMATION

NOTES sur
LE « CINEMA CRITIQUE »

POLEMIQUE AUTOUR DU
FILM DE L. CAVANI

ENTRETIENS AVEC
VICK POLON
IGAAL NIDDAM
GUNNEL LINDBLOM
LEONARD KEIGEL

Et tous les films du mois
En vente partout et et 6, rue Ordener
Paris 18° 10 F



De gauche à droite : J. Sanchez (TS), J. Sémelin, P. Naville, A. Joxe.

Photo DR

Pierre Naville, membre du PSU, auteur de plusieurs ouvrages consacrés aux situations de guerre et aux problèmes militaires*, Alain Joxe, membre du PSU également, maître-assistant et l'Ecole des Hautes études en sciences sociales, spécialiste des problèmes de sociologie militaire*, et Jacques Semelin, animateur du Mouvement pour une alternative non-violente, répondent aux questions de « Tribune socialiste » dans le cadre d'une table ronde dont nous ne reproduisons que quelques extraits

une autre Défense est-elle possible ?

TS : L'idée même de lancer le débat sur le thème de « la défense populaire » surprend. Pour la plupart des Français, la défense n'est-ce pas d'emblée l'affaire de tous les citoyens ? Et dans ce cas, pourquoi parler de défense populaire puisque notre défense est sentie, par essence, comme populaire ? Mais en même temps, on assiste à une sorte de désintérêt des Français pour la chose militaire et à diverses tentations — qui n'épargnent pas le corps des militaires — de « refiler » ces problèmes à des spécialistes : autant dire que parler de défense populaire c'est, dans ce cas, aller à contre-courant d'une opinion qui tend à prendre de l'importance.

Alain JOXE : Il est vrai que certains militaires actuels, tirant les conséquences d'une évolution technologique qui donne

des armements de plus en plus complexes, déduisent artificiellement que la défense pourrait, avec la bénédiction des forces politiques, devenir une fonction purement technique.

En fait, de droite comme de gauche, les forces politiques affirment la nécessité d'une participation active des couches populaires à la défense. Pour des motifs d'ailleurs différents : pour la droite, en particulier pour les gaulistes, lutter pour le maintien du service militaire, c'est se refuser à abandonner la capacité de maîtriser les classes jeunes, de les contrôler idéologiquement. C'est refuser de renoncer à un certain style d'hégémonie — au sens gramscien — sur la population.

Pour la gauche en revanche, le thème de la défense populaire c'est, pour l'instant, une recherche. En particulier pour les partis de gauche qui se réclament du socialisme autogestionnaire, c'est une recherche qui a lieu à la fois dans le Parti socialiste, dans le

PSU et dans différents mouvements comme le MAN. On ne peut pas parler encore, à mon avis, d'une doctrine articulée sur une vision programmatique claire qui pourrait guider la décision dans le domaine des investissements, de l'armement, des types d'unités combattantes, des types de mobilisation. Ce qui est en discussion, fondamentalement, c'est l'idée qu'il y a incompatibilité

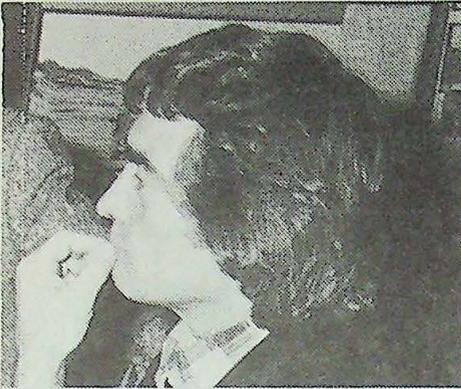


Photo DR

entre la perspective d'une nouvelle doctrine de défense, fondée sur une mobilisation accrue de la population, et le choix nucléaire. Car le nucléaire, lui, non seulement se passe de mobilisation populaire, mais n'en a pas besoin et n'en veut pas. Envisager la guerre populaire prolongée, c'est en fait mettre en doute l'efficacité de la guerre nucléaire — qui ne dure que quelques heures —, c'est affaiblir d'autant la dissuasion nucléaire. Autre incompatibilité : avec le choix nucléaire, l'organisation du système d'arme lui-même devient un objet privilégié de la défense ; avec le nucléaire, la Défense, c'est la défense de la force de dissuasion et non pas la défense de la population ; et pour défendre cette force, il faut des instruments hautement centralisés de contrôle des lignes de communications, des abords, des *points sensibles* nucléaires. Ce contrôle centralisé, éventuellement policier, autour des points stratégiques dont on entend garantir la sécurité de fonctionnement, exclut une participation populaire.

On se méfie en effet — à juste titre — de ce que peut être une mobilisation populaire en cas de guerre nucléaire : car elle consisterait peut-être à prendre d'assaut les *points sensibles*, de telle sorte que le conflit nucléaire ne puisse pas avoir lieu. Toute une doctrine de défense et d'organisation de la défense imposée par en haut se développe en liaison avec la technicité de l'appareil nucléaire. Ainsi, Joel Le Theule, dans un article de *Défense Nationale*, a dit : « Une politique de défense ne peut être vraiment définie à partir d'une opinion publique ; elle doit être proposée et même imposée et si cette politique a des buts précis et clairement expliqués, l'opinion suivra. »

Conception contraire à l'idée que nous nous faisons de la défense populaire. Pourquoi ? Parce que l'objectif d'une défense populaire, si l'on se situe dans un régime qui s'attaque aux fondements de la société capitaliste, n'est pas exactement de défendre le territoire, mais de défendre les nouvelles relations sociales et productives, de défendre des « objectifs » sociaux contre certains types de pression.

Jacques SEMELIN : Pour nous, renoncer à la force de frappe, c'est ne renoncer

quasiment à rien, sauf à un « obstacle idéologique » : car la bombe atomique française, c'est une bombe idéologique : une bombe qui permet deux choses : de faire croire qu'on est défendus et de refuser qu'on se pose le problème de la défense.

On parle de la socialisation des moyens de production ; de là toute une réflexion sur l'organisation de la société et de la production ; mais on n'a jamais osé poser celui de la « socialisation des moyens de défense ».

Pierre NAVILLE : Je comprends mal, pour ma part, cette notion de socialisation de l'emploi d'une arme, serait-elle une arme exceptionnelle, l'arme nucléaire. Je comprends le terme de socialisation appliqué à un système d'ensemble ; par exemple au système productif, ou au système de consommation d'un pays ou d'un ensemble de pays. Je comprends aussi ce que peut être une socialisation de la gestion humaine, de l'ensemble d'une armée ou d'un complexe de forces armées. Mais je ne comprends pas ce que veut dire la socialisation d'une arme, quelle qu'elle soit. A mon sens la socialisation d'un système quelconque n'est pas applicable à l'emploi d'instruments de caractère techniques : dans une usine, on ne socialise pas le fonctionnement d'un haut-fourneau ; on socialise la gestion de l'indus-



Photo DR

trie sidérurgique. Ce n'est pas la même chose.

Jacques SEMELIN : Je préfère penser que vous n'avez pas bien compris ce que j'entendais par socialisation des moyens de défense. Pour moi, parler de « défense sociale » ou de « défense populaire », c'est parler d'une défense qui restitue au peuple le contrôle des moyens et de la finalité de sa défense. L'arme atomique est exactement l'inverse.

Pierre NAVILLE : Je ne m'inscris pas exactement dans ce genre de problématique. Je partirais plutôt des situations de fait, des situations d'aujourd'hui, c'est-à-dire de l'ensemble des types de conflits qui sont les plus vraisemblables dans l'immédiat.

En France, il est exact qu'il y a une certaine répulsion vis-à-vis de l'examen des problèmes militaires. Pourquoi ? Parce que la France est maintenant un pays privé de tout ce qui a fait, dans le temps, sa force, sa puissance sur le terrain international. Pour parler franchement, la France est un pays qui, depuis le début du siècle, ne cesse d'être battu : en 14-18, en 39-45, dans les guerres coloniales. Tout cela se traduit par un certain désintérêt.

Or ce désintérêt pour les problèmes militaires ne prévaut pas dans le reste du monde. De façon endémique, des conflits s'allument, s'apaisent, renaissent dans quatre continents ; habitants et dirigeants de ces régions ont au premier rang de leurs préoccupations les questions militaires. En témoigne l'accentuation du trafic des armes dans le monde.

Alors, ne coupons pas la France du reste du monde. Comprenons la situation en France en fonction de ce qui se passe dans le monde. Aucun Etat du reste ne peut aujourd'hui envisager les problèmes de défense ou d'intervention militaire dans un cadre strictement national. Les coalitions et les changements dans les coalitions sont un cadre inévitable dans n'importe quelle partie du monde. Coalitions à égalité ou coalitions hiérarchisées — par domination des plus grandes puissances sur les autres — peu importe.

Regardez les questions que se pose une partie de la population ou que posent les militaires et les hommes politiques : la défense doit-elle être tous azimuts ou tournée vers un agresseur prédéterminé ? La question même prouve que les éléments de conflit sont inscrits dans des ensembles. Et c'est là que la situation devient difficile. Je prétends qu'une défense dite tous azimuts, ça ne veut rien dire. Une défense tous azimuts serait quelque chose qui n'est plus seulement une défense, mais qui est une capacité d'intervention tous azimuts. Les USA et l'URSS font une politique mondiale militaire, qui est une politique d'intervention tous azimuts ; les Russes interviennent par le biais des luttes qui ont lieu dans toutes sortes de pays, en cherchant à se faire attribuer des bases maritimes, des capacités d'implantation de personnel militaire... etc. : les Américains sont capables d'intervenir n'importe où — ils sont intervenus sous des formes massives au Viêt-nam, à 12 000 km de chez eux, ils sont intervenus sous des formes restreintes en Amérique Latine... Et après tout, à une échelle minimale, la France

peut intervenir hors de l'hexagone : ça lui est arrivé récemment au Zaïre ; ça peut lui arriver demain en Mauritanie...

Bref, je pose la question : ou bien on se désintéresse complètement de ce type d'extension du champ des conflits, et on se replie sur une espèce de provincialisme qui consiste à défendre notre petit hexagone si, éventuellement, on lui veut du mal ; ou on prend conscience du fait qu'aujourd'hui, un conflit ne peut se limiter à deux pays. Les connexions de tous ordres — celles des coalitions militaires de l'Alliance atlantique ou du pacte de Varsovie, d'autres traités, mais aussi le tissu des relations économiques, industrielles — sont telles que tout conflit engendre des répercussions immédiates dans les pays voisins. Il y a un cadre international qui sera présent ; même au programme de la gauche ; et même si on parle de « défense populaire ».

TS : Tu veux dire à la fois un certain nombre de contraintes sur le plan international et un certain type d'alliances à développer, ce qui pose le problème de la politique extérieure ?

Pierre NAVILLE : Absolument. Je vous avoue que je suis très étonné des discussions qui ont lieu sur le fait de savoir si, sur le plan national, les dangers peuvent venir de l'Ouest ou de l'Est. Ou la question n'est pas bien sérieuse. Ou elle dissimule une certaine attitude. C'est le cas du PCF : en demandant une défense tout azimuts (c'est-à-dire une défense qui ne concerne pas spécialement l'Est, et l'Est, ça veut dire l'URSS), il espère porter un coup aux réactions de internes dans l'OTAN, par conséquent dans l'Alliance Atlantique, et rendre la France beaucoup plus perméable à la politique extérieure que fait l'Union soviétique. Ça me paraît évident et il faut le dire tout à fait froidement.

Du côté des Américains, l'idée d'une intervention dans une Europe que l'émergence de gouvernements socialistes avancés en France, au Portugal ou en Espagne plongerait dans la guerre civile ne peut être écartée. Il est en ravanche très peu probable que les USA ait une stratégie qui vise une intervention massive dans une France dirigée par les partis du Programme commun. Il faut aussi parler des choses vraisemblables. Nous ne vivons pas quand même dans un monde de fantaisie pure. Il est clair que l'Union soviétique — on le voit par ses interventions dans le monde entier — est toujours tentée d'utiliser des situations propices.

TS : L'Union soviétique serait-elle prête à manifester des ambitions telles qu'elles porteraient atteinte à l'intégrité territoriale de tel ou tel pays ?

Pierre NAVILLE : Je ne vais pas si loin. Mais il ne faut pas croire que le territoire français est sacré pour les Soviétiques. Leurs interventions en Hongrie, en Tchécoslovaquie prouvent assez que, potentiellement, pour eux, n'importe quel Etat est susceptible d'être « mis au pas ». Ce que je veux souligner c'est que la défense de la France, à l'heure actuelle et quel qu'en soit le régime, est tout naturellement tournée essentiellement vers l'Etat.

« Accusation en l'air. Et que faites-vous de la politique de désarmement ? Il n'y a qu'à se rallier à la politique que propose l'Union soviétique en ce domaine » rétorqueront certains. Parfait. Il y aura donc des pourparlers dits de désarmement. Mais enfin les discussions relatives à la limitation des armements sont toujours une sorte de rideau derrière lequel se poursuit la politique d'armement. C'est comme ça. Pour ma part, je reste convaincu que la gauche, si elle venait au pouvoir, serait amenée à envisager une politique de défense qui continuerait à être tournée vers l'Est. Le PCF lui-même ne parviendrait pas à agir autrement.

défense se poseraient à un régime de gauche, dès lors qu'il choisirait une orientation anticapitaliste, face au pouvoir dominant dans le monde occidental.

Pierre NAVILLE : Le problème revient à savoir quel est le type de société ou même d'Etat (parce qu'on ne va pas faire disparaître du jour au lendemain les structures étatiques) qui emploiera des moyens de défense ou de rétorsion, et comment organiser ces moyens de défense. Cette démarche nous ramène à des problèmes du genre de ceux qu'on peut en effet qualifier d'autogestionnaires. Reste à savoir d'ailleurs quel type d'organisation armée une société qui



photo DR

Alain JOXE : Je ne suis pas convaincu que les Soviétiques aient des capacités d'action directes sur la France, comme ils l'ont en Hongrie. Ne serait-ce que pour des raisons militaires : arriver en Hongrie, c'est relativement simple, et les Soviétiques disposent d'unités toutes prêtes pour ce genre d'opération ; pour arriver en France en revanche, il faut quand même traverser l'Allemagne ; et, en Allemagne, il y a quand même pas mal de matériel américain (ce qui évidemment pose le problème de savoir si oui ou non on dépend du matériel américain)...Je suis en revanche d'accord avec Naville quant au risque d'une invasion américaine destinée à mettre au pas un régime de gauche en France : cette éventualité me paraît improbable.

Reste que des problèmes spécifiques de

ferait de gros progrès dans la socialisation peut se donner : absence d'une armée permanente, d'une armée de masse ? Ou combinaison d'une armée professionnelle de volontaires avec des sortes de milices locales, comme c'est le cas aux USA, en Suisse ?

Jacques SEMELIN : Pour moi, j'aimerais vous présenter une sorte de grille, de méthode pour poser le problème de la défense populaire.

La défense populaire c'est d'abord, je crois, la dissuasion populaire. Une manière de tout organiser pour que le pays apparaisse à un éventuel agresseur comme « un os ». Il s'agit d'amener l'adversaire, quel qu'il soit, à imaginer une guerre longue, une occupation difficile, des luttes interminables. Il en conclue que le jeu n'en vaut pas la



chandelle. La revue *Faire*, dans un article sur la défense, disait : « *Le peuple doit être un morceau impossible à digérer* ». Et Garaudy reprenait, dans un article du *Monde*, une citation semblable en disant : « *Il faut laisser entrevoir à l'adversaire l'impossibilité qu'il aura de mettre en œuvre une collaboration avec le peuple.* »

Deuxième point important : l'espérance de victoire. Fondé, il me semble sur trois paramètres importants :

— la possibilité de convertir des structures civiles en structures de défense, la possibilité de passer extrêmement rapidement d'une structure de production à une structure de défense ; c'est l'exemple du modèle suédois ;

— la décentralisation de la résistance de la défense : plus une résistance est décentralisée, moins elle est aisément neutralisable.

— la possibilité enfin, la nécessité même, pour cette population, de se battre sur un terrain autre, et pour elle plus avantageux, que celui de l'adversaire. C'est ce qu'ont fait les Tchèques en refusant la riposte armée, qui les désavantageait face aux chars russes, pour des formes de résistance non-violente auxquelles les chars soviétiques ne pouvaient répliquer.

Quatre caractéristiques en définitive me semblent caractériser une défense populaire :

— une défense populaire, c'est la défense d'un projet de société, d'un projet politique plus que la défense d'un territoire ;

— cette défense s'appuie sur l'ensemble du tissu social, hommes, femmes, enfants et vieillards, sans aucune spécialisation par classe d'âge ;

— cette défense s'appuie sur l'espace proche ;

— c'est enfin, une défense qui demande un maximum d'unité populaire. Pour me résumer je dirais : on ne défend le mieux que ce que l'on a de plus proche et que ce qu'on a de propre.

Dernière remarque : restent deux paramètres importants dans l'évaluation d'une défense populaire : son coût humain ; de ce point de vue, je crois qu'il y a une critique à faire d'une défense populaire style Vietnam : certes, les Vietcongs ont obtenu la victoire : ce qui est l'essentiel ; mais au prix de milliers de morts et d'une catastrophe écologique qui risquent de compromettre l'au-delà de la victoire.

Ce qui pose — et c'est le second paramètre dont je voulais parler —, le problème du coût politique de la défense populaire : la technique de défense n'est pas neutre ; certaines formes de techniques de défense entraînent ou renforcent certaines

formes de pouvoir, je dirais même certaines formes de nouvelles aliénations. Je pense au Cambodge par exemple.

Toutes ces considérations m'amènent en définitive à orienter ma réflexion dans le sens de ce que pourrait être une défense populaire non violente.

Pierre NAVILLE : Les idées que vous exposez sont certes très généreuses. Mais je les crois irréalistes. Elles risquent en outre d'entraîner le contraire de ce que vous souhaitez, de créer une situation de faiblesse qui ne peut qu'avantager un adversaire éventuel. Votre tentative de concevoir une défense dite populaire qui se prive, dans des proportions considérables, des moyens de combat face à un adversaire qui, lui, les emploie, vous conduit à quoi ? Vous évoquez la non-résistance des Tchèques aux Soviétiques comme un « acte de défense populaire ». Non : c'est un « acte de défaite populaire ». Sans s'ériger en donneurs de conseils rétrospectifs, on ne peut que constater une chose : les Hongrois, eux, se sont défendus ; ils ont été écrasés militairement ; mais ils bénéficient aujourd'hui d'un des régimes les plus ouverts et démocratiques des pays de l'Est. Pourquoi, sinon parce qu'ils se sont battus ?

Je suis certes d'accord pour penser qu'une défense liée réellement au peuple et défendant des principes du type de ceux que nous prônons suppose une autre organisation que l'organisation actuelle des forces armées. Mais cela ne me semble pas aller dans le sens de ce que vous appelez une défense populaire.

TS : Comment, à ton avis, des organisations telles que le PSU et le MAN peuvent-elles contribuer au débat sur les questions militaires ?

Pierre NAVILLE : Nous ne sommes pas là pour proposer un programme de gouvernement aux signataires du Programme commun. En revanche, et plus modestement, nous devrions revoir le type de propositions que nous avançons, il y a deux ans, lors du mouvement des soldats et des comités syndicaux. Ce type de programme d'action peut comporter des revendications de détail que j'appellerais réformistes ; mais il peut aussi avoir un écho important, quelle que soit la politique militaire que fera par ailleurs un gouvernement de gauche. Sans croire que nous soyons en mesure de faire aux partis du Programme commun des propositions à l'échelon national susceptibles d'être prises en considération, sans trancher de problèmes qui supposent une capacité d'intervention politique au niveau de l'Etat que nous n'avons pas et n'aurons

vraisemblablement pas dans les temps prochains, je pense que nous pouvons mettre en avant des idées en fonction de celles que développera ou qu'appliquera — ou n'appliquera pas — le gouvernement.

Jacques SEMELIN : D'accord pour être réaliste. Mais modestes, pourquoi ? Ce qui m'apparaît inhérent à l'autogestion c'est, psychologiquement, quelque chose de très fort : un déconditionnement à l'Etat, à l'autorité, à la violence. De ce point de vue, je pense que démarche autogestionnaire et démarche dans le sens de la non violence vont de pair.

Alain JOXE : C'est une liaison, effectivement, mais une liaison idéologique. Il faut savoir à quel niveau on fait porter le débat. Quand le MAN évoque l'exemple de la Tchécoslovaquie, je réagis comme Naville : peut-être les Tchèques sont-ils des autogestionnaires et des non violents exemplaires ; mais le résultat politique ne me paraît pas convaincant. Je reconnais, avec Naville, la générosité de votre démarche. Mais je la trouve par trop « moraliste » pour une organisation politique qui ne vise pas uniquement à être conforme à une essence mais tient, si possible, à remporter un certain nombre de succès. ■

* Pierre Naville vient de publier tout récemment La guerre de tous contre tous, aux éditions Galilée — ouvrage dont nous rendrons compte dans nos colonnes prochainement. Alain Joxe est notamment l'auteur de Socialisme et crise nucléaire, Paris, L'Herne, 1973. Le Chili sous Allende, Paris, Gallimard, 1974.

Vient de paraître
aux éditions Syros
dans la collection
« Histoire et théorie »

24 F

L'HOPITAL, USINE
A SANTE / A. BABEL
F. DARMAU



pas d'histoire, les femmes...

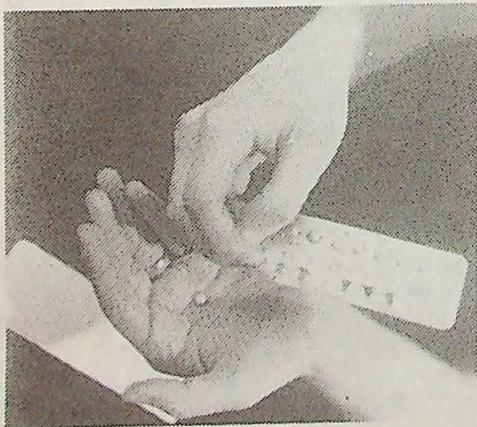
Entre Louise Michel et le MLF, du côté des femmes, il se passe... quoi. Dans *Pas d'histoire, les femmes...*, Huguette Bouchardeau raconte. En exergue, une citation de Kierkegaard : « Quel malheur que d'être femme ! Et pourtant le malheur, quand on est femme, est au fond de ne pas comprendre que c'en est un. »

Quand je cherche à me souvenir de ce qu'était notre féminisme, il y a quinze ans, vingt ans, je le trouve très légaliste, très revendicatif, très réaliste, et franchement réformiste pour tout dire.

Nous étions un certain nombre, dans les syndicats, les partis politiques, les associations populaires diverses, au Planning familial... à avoir circonscrit quelques domaines où le bât blessait un peu trop... Nous devions pouvoir avoir des enfants quand nous le désirerions, et pour celles qui avaient vécu le début de leur vie sexuelle avec les « trucs » de bonne femme, puis l'arsenal des capes, diaphragmes et gelées, sans parler des avortements, ce n'était déjà pas mal. La liberté des femmes, c'était d'abord cela. Cette maîtrise de nos corps ferait tomber par ailleurs, au moins les pensions-nous, les derniers obstacles dans le monde du travail...

Féminisme ? Vieillot

Les deux grandes victoires à gagner étaient là : s'appartenir, en maîtrisant la



maternité, devenir indépendantes par le salaire. Resterait à combattre tous les manquements à la justice qui caractérisaient le sort commun des femmes, surtout dans le domaine de l'emploi et de la reconnaissance de certains droits à posséder son propre argent, son nom... Les plus jeunes parlaient aussi du ménage et de la nécessité de partager les tâches : des couples d'étudiants, disaient les sociologues, allaient dans cette

direction et montraient que c'était possible et facile pour des générations moins marquées par les préjugés ; nous n'avions garde d'oublier la revendication des équipements collectifs. [...] Etapes d'une libération progressive dont nous finirions bien par voir le bout.

Bref, ça s'arrangeait : on avait circonscrit les maux, on apercevait les remèdes ; il fallait être précises dans nos vœux, pas outrancières, compétentes avant tout, et savoir s'imposer. De féminisme, on ne parlait plus guère, car le mot avait quelque chose de vieillot. Pour beaucoup d'entre nous, le féminisme était dépassé, ou se dépassait un peu plus chaque jour... [...]

Aujourd'hui encore, il m'arrive, très souvent, d'avoir à parler, dans un cadre professionnel ou politique des « problèmes des femmes ». Et je rencontre toujours la réaction de « la loi à la Condorcet dans le progrès »... Quand bien même mes interlocutrices mesurent leurs difficultés à exister, leurs conditions de travail inégales, le « sexisme ordinaire » de la presse, de l'entourage quotidien, et même des compagnons militants... il y en a toujours quelques-unes pour dire que « ça va quand même mieux » qu'au temps des mères ou des grand-mères, ou même qu'à celui de leur propre jeunesse.

Les fils tenus de l'esclavage

Il a fallu, à notre génération, le signal d'alarme donné par Betty Friedan pour nous apercevoir que les progrès n'étaient pas irréversibles, et que l'évolution de la condition féminine ne suivrait pas forcément un développement harmonieux, de l'esclavage à la libération... [...] Dans notre analyse de l'évolution féminine, nous faisons comme si l'adversaire n'existait pas. De peur, bien sûr, d'être traitées d'hystériques, anti-hommes, et autres qualificatifs mettant en cause ce que nous gardions d'équilibre. Et voilà [...] qu'une voix venait dire qu'en ce pays (les États-Unis), qui avait vu tant de révoltes victorieuses des femmes, elles étaient retombées dans un esclavage feutré, où s'assoupissait toute volonté de vivre. Ce livre de Betty Friedan [...] parlait concrètement de tous ces fils tenus que tisse la



photo Collombert

société de consommation pour nous ligoter dans les rôles auxquels nous refusions de nous conformer. L'encoquillement dans les maisons plus confortables, la culpabilisation à l'égard des soins maternels toujours insuffisants, la beauté et la jeunesse à entretenir à tout prix pour rester la femme désirée, souriante et gaie, des magazines féminins, voilà le sort qui nous était promis...

« Tout se tient »

Ce que certaines d'entre nous commentaient à comprendre, et ce qui sera sans doute la conquête de ces dernières années, c'est qu'il n'est pas possible de penser obtenir graduellement des améliorations à la condition féminine, si l'on ne garde pas présent à l'esprit le projet de la contester globalement. L'idée que tout se tient. Et que, bien sûr, on ne peut pas se battre pour tous les objectifs en même temps, mais qu'isoler un de ces objectifs, si important soit-il, de la remise en cause des rôles liés au sexe, c'est forcément donner prise à toutes les entreprises de récupération. Vous vous battez pour de meilleures conditions de travail des femmes ? On vous arrange des lois protectionnistes qui vous renvoient encore plus dans le ghetto de la sous-qualification. Vous luttez pour obtenir la liberté de la contraception et de l'avortement ? Et vous trouvez nombre d'hommes fort heureux de rencontrer ces femmes libérées, facilement consommables. Vous arrivez à occuper un poste de pouvoir quelconque ? Vous servez d'alibi au système : si les autres voulaient...

Alors, il ne faut plus de ces luttes partielles. Mais comment remettra-t-on en cause la situation présente, et que penseront les femmes d'aujourd'hui, qui veulent en finir de la double exploitation, d'incantations générales qui ne changent rien à leur vie de tous les jours ? J'ai cherché à voir dans l'histoire des femmes de ce demi-siècle, si des exemples existent, en dehors de ces luttes partielles que j'ai tenté de décrire, d'une contestation plus globale qui annoncerait un peu ce qui se passe dans le mouvement des femmes depuis une dizaine d'années. [...]

et pourtant elle tourne

Une île de 2 512 kilomètres carrés (13 fois moins étendue que la Bretagne), peuplée de 500 000 habitants (l'équivalent des Côtes du Nord). Des volcans, dont un a encore projeté de la lave en avril 1977. C'est la Réunion, un « département français »...

A Saint-Denis Gillot, aéroport de La Réunion, pour pénétrer sur cette terre bien française, tout citoyen doit montrer patte blanche : carte d'identité ou passeport, billet de retour ou caution d'un montant équivalent, lieu de résidence connu sur l'île et... bien entendu, ne pas faire partie de la « liste noire » qui s'étale au bureau des flics de service... Imaginez la même chose à l'entrée d'un département de la « métropole » !

Pays magnifique pour les touristes du Club Méditerranée, mais pays de misère pour le peuple. La départementalisation prônée par le PCF en 1946 n'a rien changé. Depuis, le PCR (Parti communiste réunionnais), né en 1959, s'est clairement prononcé pour l'autonomie de l'île, et mène à la fois une lutte de libération nationale et une lutte de classe. Sur ce problème, de graves divergences sont apparues entre le PCR et le parti socialiste.

TS a interviewé deux responsables du Parti communiste réunionnais : Paul Vergès, maire du Port, ancien député, secrétaire général du PCR depuis sa fondation ; et Elie Haoreau, conseiller général de St-Pierre. □

La Réunion :

chantage à l'assistance

TS : La politique d'assistance est le fondement du régime départementaliste à la Réunion. Comment se traduit-il pour les chômeurs ?

Elie Haoreau : Sur 480 000 habitants, 220 000 sont en âge de travailler : mais il n'y a que 100 000 actifs réels. Officiellement 60 000 chômeurs sont inscrits au Bureau de la main-d'œuvre. En fait, il n'y a aucune aide publique aux chômeurs. Les « 90 % » sont évidemment ici totalement inconnus. On assiste, par contre, depuis l'élection présidentielle de 1974, où Mitterrand était majoritaire dans l'île, à la mise en œuvre d'un plan gigantesque d'assistance : des

dizaines de milliards d'anciens francs. De 1974 à 1975, le nombre d'assistés a augmenté de 45 000 personnes.

L'aide aux indigents comprend une allocation mensuelle de 30 à 50 F par enfant et une assistance médicale gratuite. Les mesures sociales annoncées par Giscard d'Estaing pour 1977 (complément familial institué pour remplacer les allocations de salaire unique et de frais de garde) seront étendues à la Réunion.

Cela a eu, bien entendu, une grande répercussion dans la population, y compris sur le résultat des dernières élections. Cette politique d'assistance, c'est un moyen de



Photo P. Garnek

chantage politique largement utilisée par les maires de droite pendant les municipales : « Je te donne le carnet de bons d'assistance, si tu votes pour moi... »

Le fer de lance du syndicalisme

TS : Dans quel rapport de forces la classe ouvrière réunionnaise se trouve-t-elle par rapport aux autres couches sociales ?

E.H. : La classe ouvrière représente une part très importante de la population. En ce qui concerne les salariés du secteur privé, leur répartition est la suivante : 10 000 bâtiment - travaux publics ; 3 000 industries sucrières ; 2 000 transports, mécanique et dérivés ; 15 000 ouvriers agricoles (chiffres supérieurs pendant la coupe de la canne), et quelques milliers dans le commerce. Ces chiffres sont à comparer aux quelques 20 000 planteurs qui vivent de la terre. Parfois, le manoeuvre au retour de son travail peut aussi être colon sur le lopin de terre.

Le fer de lance de l'action syndicale c'est le secteur bâtiment - travaux publics sous l'impulsion de la CGTR (créée en 1968). Mais actuellement, le syndicalisme se développe dans le commerce, en particulier dans les grandes surfaces où le personnel est particulièrement combatif. Malgré le patronat de choc réunionnais, une action syndicale soutenue se développe : il n'y a pas de semaine sans qu'un conflit important n'apparaisse.

TS : Quels sont les mots d'ordre de l'action syndicale ?

E.H. : L'action syndicale veut souligner les contradictions des partisans actuels de la départementalisation qu'il faut prendre à leur propre piège. Les revendications actuelles en matière de salaires et de pouvoir d'achat sont donc alignées sur la métropole. Un des mots d'ordre prioritaire est évidemment le respect des libertés syndicales. Face aux actions syndicales, le patronat réunionnais procède avec une certaine prudence. Il craint par-dessus tout qu'un conflit puisse dégénérer et s'étendre par la durée. Il est donc enclin à passer des compromis. Il n'y a donc pas comme en « métropole » des conflits qui s'éternisent.

TS : Quelles sont les perspectives d'alliance entre la classe ouvrière et les couches moyennes ?

E.H. : Il faut tout d'abord examiner la situation des fonctionnaires. Avant la départementalisation, les fonctionnaires réunionnais étaient nettement défavorisés par rapport aux métropolitains (les « z'oreils » ou « zozoo ») (1). C'est en leur sein que se recrutent les éléments progressistes les plus combattifs (enseignants, fonctionnaires de la Chambre de Commerce, etc.). Depuis la départementalisation, la situation est caractérisée par l'arrivée de fonctionnaires français favorisés. Les fonctionnaires locaux ont dû mener une bataille pour l'ajustement des conditions de vie et ils ont reçu la solidarité des ouvriers. Il faut reconnaître que le succès de l'action, bien que certaines différences subsistent, a entraîné également une dépolitisation de cette couche sociale. Le syndicat des fonctionnaires ne manifeste



photo AFP
Réunion de planteurs près de St-Benoît

plus dans la pratique, de solidarité à l'égard de la classe ouvrière.

Actuellement, les fonctionnaires apparaissent comme des favorisés : leur traitement est calculé sur la base de celui en vigueur en métropole multiplié par 1,62 et augmenté d'une « indemnité de vie chère » de 35 %. Il gagne pratiquement le double du métropolitain. Tout récemment, le gouvernement a engagé un processus de réduction de ces avantages. Les menaces de réduction du pouvoir d'achat peuvent ouvrir au sein de cette couche sociale des perspectives nouvelles à l'action syndicale. Mais il faut être conscient qu'une des bases sociales du pouvoir en dehors des capitalistes est l'existence d'une couche moyenne de privilégiés qui assure une base de consommation suffisamment large aux produits de la bourgeoisie.

Planteurs et usiniers du sucre

TS : Existe-t-il une alliance entre la classe ouvrière et les paysans ou plus précisément les petits planteurs ?

E.H. : Depuis 1976 existe sur l'île un syndicat de planteurs, héritier des grandes batailles menées par les planteurs de canne à sucre et des éleveurs : le CGPER (Confédération générale des planteurs et éleveurs de la Réunion), autonome par rapport aux organisations de la métropole et qui a défini un programme politique anticapitaliste. Cela est évidemment un élément très positif pour le PCR.

Les revendications des planteurs, qui chaque année au moment de la coupe de la canne à sucre, mènent une bataille avec les usiniers, portent sur le prix de la canne, les conditions du partage avec les usiniers (les 62 %), les conditions de vie. En ce qui concerne la culture du géranium, les planteurs regroupés en coopérative ont donné cette année la majorité du CGPER, ce qui a provoqué la suppression des crédits par le Crédit agricole et l'annulation des élections par le préfet.

TS : L'accélération de l'inflation doit accentuer à la Réunion la misère des populations ?

Paul Vergès : La situation devient tragique. La base de l'alimentation populaire est le riz, le carry et la « rougail » (un mélange de tomates et d'oignons). Quelques chiffres feront comprendre le problème : au marché, le kg de tomates se paie entre 12 et 20 F, le kg d'oignons entre 20 et 25 F, le kg de

pommes de terre 6 F. Quant au prix du kg de riz, il est à la merci du syndicat des importateurs.

Dépopulation

TS : Le flux de migrants tend-il à s'accélérer ?

P.V. : Le problème de l'émigration, c'est essentiellement un problème financier. Il n'y avait pas, jusqu'à ces dernières années, de tradition d'émigration à la Réunion si ce n'est un faible flux vers l'Indochine, Madagascar et la Nouvelle-Calédonie. Actuellement, le taux de chômage, l'intoxication par la télévision, la propagande de l'Etat dans les CET, exercent une pression sur les jeunes pour une émigration vers la France, par le Canal du BUMIDOM (2) qui offre le billet d'avion. L'émigration n'est freinée que par le manque de crédits ! En 1976, il y eu 6 000 migrants vers la France. L'objectif du 7^e Plan est d'atteindre le chiffre de 8 000 par an. Ce flux migratoire est donc géré par le BUMIDOM et l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) qui se charge de l'accueil et de l'encadrement. Avant le départ, une sélection est opérée à travers des tests de niveaux. C'est un véritable écrémage des jeunes les plus capables.

Les conséquences de cet écrémage sont : un déséquilibre de sexe dans la classe d'âge de 18 à 40 ans, entre garçons, et filles qui restent beaucoup plus nombreuses à la Réunion, car c'est la main-d'œuvre masculine qui est recherchée en France ; le nombre d'enfants illégitimes (aussi nombreux que les enfants légitimes) croît parallèlement au nombre de migrants ; Cela se traduit au niveau politique. Le pouvoir se sert de l'émigration pour vider certaines communes de leurs forces vives.

Cette politique de dépopulation de l'île passe, bien entendu, également, par le développement du contrôle des naissances. Pilule pour les classes moyennes et piqure trimestrielle gratuite pour les femmes des couches populaires, malgré ses dangers dénoncés aux USA par Ralph Nader, par exemple.

Fraude et corruption

TS : Peux-tu faire un tour d'horizon de la situation électorale à la Réunion ?

P.V. : A partir de 1974, le gouvernement

s'est engagé dans une vaste campagne d'assistance qui induit, au niveau du peuple, la peur de se voir couper les crédits s'il vote pour des autonomistes, et parallèlement, la droite a accru sur le plan électoral fraude et violence. Dans le secteur de Saint-Paul, St-André et St-Leu, il n'est pas rare de voir les « nervis » de la droite tendre à nos militants des guet-apens, et de les attaquer à coups de fusil. La fraude, à la Réunion, est institutionnalisée par la droite : cette situation est bien connue de l'opinion française. Différents moyens sont utilisés, parmi lesquels : la pression au niveau de l'emploi (les communes sont devenues les plus gros employeurs) ; la corruption directe (les fraudeurs font preuve d'un machiavélisme débordant : quand un scrutin risque d'être serré, la droite n'hésite pas à payer des personnes qui, en raflant dans les isoires les bulletins résiduels de gauche, cherchent à créer une panique chez l'électeur modéré) ; et puis, chez nous, il reste courant que les morts votent par procuration...

PCR-PS : de l'eau dans le gaz autonomiste

TS : Le PCR s'est clairement prononcé pour l'autonomie politique de l'île, qu'en est-il du PS ?

P.V. : Nous dénonçons l'attitude de division

du Parti socialiste (fédération réunionnaise). Nous taxant « d'indépendantiste », il a rompu publiquement avec le PCR lors des dernières municipales. Cette division a profité à la droite. Le Parti socialiste, bien qu'il ait signé la convention la Morne-Rouge (août 71), puis adhéré au « Comité de coordination pour l'autodétermination » en août 72 (tout cela concerne l'ensemble des peuples des actuels DOM) remet en cause, dans les faits, sa signature. En réalité, il prépare « l'après 78 ». Il a tenté d'abord de prendre pied dans l'électorat communiste en feignant de se prononcer pour l'autonomie. Aujourd'hui, nous savons qu'il n'ira pas plus loin que la régionalisation, ce qui est inacceptable car c'est le maintien de la structure coloniale.

Mairie parallèle

TS : Tu as déclaré en mai 1969 : « Nous devons choisir entre 2 voies : la voie électorale solution de facilité mais qui est bouchée, et une autre voie plus longue, plus difficile ». Peux-tu aujourd'hui être plus précis ?

P.V. : Le problème est le suivant : avec le développement de l'émigration, la gauche aura moins de poids dans la classe ouvrière et chez les petits planteurs. Par contre, la

forte progression du secteur tertiaire constitue pour la droite une garantie électorale. Alors, de ce côté-là, la voie peut paraître bouchée. Il faut que la classe ouvrière et les planteurs se fassent entendre d'une façon ou d'une autre. Les masses peuvent intervenir directement et en personne dans la vie politique. Dans les communes qui ont voté pour nous, nous avons déjà tenté de telles expériences de mise sur pied de comités populaires de quartier où les populations pouvaient débattre de leur vie quotidienne et même engager des débats généraux. Même si une relative désaffection a provoqué leur abandon provisoire, ces expériences nous paraissent très riches. A Saint-Paul, en 1973, nous avons failli battre la droite qui, même en usant de la fraude, ne l'a emporté que de 80 voix. Nous n'avons pas hésité alors à installer à côté de la mairie officielle, une *mairie populaire* afin de bien montrer au peuple que c'est lui qui l'avait emporté et qu'il devait imposer sa légalité.

Propos recueillis par Paul TREGUER ■

(1) C'est ainsi que l'on désigne non seulement à la Réunion, mais également en Nouvelle-Calédonie et aux Antilles, les Français venus de la métropole.

(2) BUMIDOM : Bureau de migration des départements d'outre-mer. Il est chargé, depuis 1961, d'organiser l'émigration des Antillais, Réunionnais et Guyanais à destination de la métropole (NDLR).

outre-mer ou outre tombe ?

C'est vrai que les morts votent encore dans « les confettis de l'empire », comme si les assistés, les payés, les saouûlés ne suffisaient pas à remplir les urnes de la droite. C'est vrai aussi que, dans ces terres « françaises », la pratique et même le droit sont souvent « exorbitants », et rattachés au régime de l'exception permanente : Salima Adjali, la jeune compagne algérienne d'un militant guyanais, a le droit de séjourner en France, mais pas en Guyane, qui est pourtant un « département français » depuis 1946. De passage à Mayotte (Comores), je n'ai pu entrer dans cette « collectivité de la République française » ; et à la Réunion, les renseignements généraux s'occupent plus des militants français que des commerçants ou agents sud-africains de passage : j'ai ainsi été retenu une demi-heure, « pour vérification » auprès du directeur des RG, et n'ai dû qu'à la date — un 14 juillet ! — de pouvoir entrer « chez moi ».

Mais les DOM-TOM justement, ce n'est pas « chez nous ». Et les émigrés de ces îles lointaines le savent bien quand par exemple, dans les couloirs du métro, à Paris, ils se font « vérifier » par la police au simple vu de la couleur de leur peau. Ou quand, chez eux, dans leurs écoles, on interdit à leurs enfants de parler le créole — qui est leur langue maternelle — en vertu de décrets coloniaux remontant au siècle dernier. Ou encore lorsqu'ils voient débarquer, un beau jour, un préfet engoncé dans son uniforme, que Paris envoie « gouverner » les colonies comme il commande à la Corse ou à la Bretagne.

Il vit ainsi à la Réunion, en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane, en Polynésie, ou en Nouvelle-Calédonie un million et demi « d'oubliés de la décolonisation ». Les Comores et Djibouti ne sont sortis du lot (en 1975 et en 1977) qu'après une lutte sévère. Dans les autres, les courants régionalistes, autonomistes et parfois indépendantistes s'affrontent ; mais dans aucun de ces pays, même parmi les secteurs modérés de l'opinion, la population n'est satisfaite de son sort. La politique « d'assimilation » mise en œuvre par la France dans ces îles, et renforcée encore depuis le début des années soixante, est un anachronisme de l'histoire, qui prépare sans doute à des réveils brutaux.

Longtemps isolé et divisé, le courant autonomiste avait

entrepris en août 1971, à Morne-Rouge (Martinique) de se donner une charte : « L'avenir statutaire de nos quatre départements d'outre-mer, avaient alors déclaré solennellement une vingtaine d'organisations politiques ou syndicales de gauche et d'extrême gauche, ne peut être considéré qu'au regard du fait national et du fait colonial ». Un an plus tard, à Paris, ces organisations avaient obtenu des grands partis de gauche et des centrales syndicales françaises qu'ils reconnaissent l'aspiration légitime des DOM-TOM à l'autodétermination, et s'engagent à en tenir compte s'ils arrivent au pouvoir.

Avant les échéances de mars 1978, une grande partie des signataires de Morne-Rouge ont éprouvé le besoin de se reconstruire à nouveau : cela s'est passé à Sainte-Anne, en Guadeloupe, les 10 et 11 septembre derniers. Dans une « adresse » aux partis politiques signataires du Programme commun, ils demandent qu'aussitôt après son éventuelle accession au pouvoir, un gouvernement de gauche s'engage :

- à faire voter une loi créant dans chacun des DOM une assemblée élue au suffrage universel, à la proportionnelle ;
- à maintenir à leur niveau actuel les transferts publics en direction des DOM, en les mettant globalement à la disposition de cette assemblée qui en fixera la nouvelle répartition ;
- à garantir, préalablement, les conditions d'un libre exercice du suffrage universel dans les DOM, en assurant notamment l'accès de tous les courants politiques à la radio-télévision (1) et en révisant les listes électorales (2).

Evidemment, il faudrait aussi que la gauche « passe »...

Philippe MARIÉLIE ■

(1) N'ont accès actuellement à la radio ou à la télévision dans les DOM que les partis ou leaders politiques qui dépendent d'un parti « métropolitain ». Ainsi, Michel Debré (RPR), a autant d'antenne qu'il en veut à la Réunion, tandis que Paul Vergès (PCR) n'a jamais eu la parole à « FR 3-Réunion ».

(2) On considère généralement qu'un quart environ des électeurs dans les DOM sont inscrits irrégulièrement. Les partis de gauche demandent depuis longtemps que ces listes soient gérées par l'INSEE, comme en France, ce qui leur a toujours été refusé.



Photo DR

la France et le Sahara : le retour du père Bugeaud ?

N'importe quel Français faisant n'importe quoi n'importe où pourra-t-il désormais engager la France dans n'importe quelle opération militaire ?

Interviendra, interviendra pas ? Modèle Entebbe (armée israélienne), modèle Mogadiscio (police allemande) ? Ou encore style Tchad (ratissages), et Shaba (transport de troupes marocaines au Zaïre par des « Transall » de l'armée française) ? Pendant plus d'une semaine, après la nouvelle de l'enlèvement de deux Français en Mauritanie et la réunion secrète d'un « état-major de crise » à l'Élysée, on a maintenu l'opinion sous pression, laissant entendre officiellement et officieusement, sur tous les tons et partout, que « tout » était possible du moment que des Français n'étaient pas en sécurité quelque part. Tout et n'importe quoi.

Pendant que des contacts diplomatiques se nouaient, et que les déclarations se multipliaient d'une capitale à l'autre, on chauffait les esprits des « petits gars » de nos « forces d'intervention » dans le sud de la France : 25 000 hommes de la 11^e division parachutiste, tous des engagés, des professionnels, bien entraînés, sans problèmes de conscience, obligés d'obéir. A tour de rôle, une compagnie de Carcassonne, de Castres, ou d'une autre « ville moyenne » est maintenue en état d'alerte, près des « Transall » (avions franco-allemands capables de transporter 80 hommes ou une dizaine de tonnes de matériel sur une distance de 3 à 5 000 km).

Les rumeurs en provenance de Toulouse

ont mis le baume au cœur des revanchards, des humiliés, des nostalgiques de toutes ces guerres coloniales ratées — surtout l'Algérie, cette grande dernière, qui a fait si mal. Ces petites expéditions projetées, ces petits cocoricos, cette façon qu'à Jean Dutourd (*France-Soir*) d'écrire que « le SDECE n'est pas fait pour les chiens », ou Dominique Jamet (*L'Aurore*) d'affirmer que ces « défis à la France deviennent intolérables », n'est-ce pas autant de petites vengeances prises sur tant de grands désastres coloniaux ? On les aura ! Ils vont voir ce qu'est une grande nation ! La France n'abandonnera pas les siens !

Alors, à Toulouse-Francazal, le 26 octobre, il paraît qu'une huitaine de « Transall » ont embarqué plusieurs centaines d'hommes du 2^e régiment étranger de Paras (oui, le « 2^e REP » existe encore), et que quelques autres appareils ont transporté « vers une destination inconnue » le matériel du 35^e régiment d'artillerie de paras de Tarbes, (soit des canons de « 155 » de montagne et des radars « Radak » — de quoi contrôler une frontière, par exemple). Et le mercredi 2 novembre, après une intense activité nocturne à Toulouse-Blagnac, voilà qu'on a annoncé le décollage d'un « DC 8 » du groupe de liaisons aéronautiques militaires (GLAM) pour on ne sait où, avec quatre vingt jeunes hommes à cheveux courts et en

civil à bord, et pas mal de caisses. Est-ce pour la capitale mauritanienne, Zouérate, ou pour renforcer la base française de Dakar (Sénégal) ?

Dans cette affaire, la France giscardienne paraît jouer sur du velours. Le moment est bon : après l'affaire Schleyer et quelques autres, la problématique des « otages » et assimilés a très mauvaise presse en Europe — notamment à cause des actes de terrorisme aérien, ressentis (à juste titre d'ailleurs) comme particulièrement aveugles, injustes, et imparables. Dans cette foulée de chasse aux pirates et aux sorcières, on peut faire avaler beaucoup au bon peuple, pourvu qu'on arrive à présenter l'affaire comme une prise d'otages.

Tant pis si, — comme c'est le cas pour l'enlèvement récent des deux Français dans la région de Zouérate — on se trouve en présence de conditions pour le moins différentes : une armée de libération nationale (celle du Front Polisario), largement représentative de la population sahraouie (comme le prouvent ses succès diplomatiques et militaires), fait prisonniers en Mauritanie (un pays qui a annexé, comme le Maroc, une portion de Sahara occidental, et tente d'y établir son contrôle militaire), sur la voie de chemin de fer du COMINOR (cette société d'Etat mauritanienne qui a succédé à la Miferma française dont elle emploie encore une partie du personnel, a pour principal client... la France), quinze travailleurs mauritaniens et deux techniciens détachés de la SNCF chargés d'entretenir la voie servant à évacuer le fer vers la mer.

Mais elle joue aussi avec le feu. Depuis longtemps, le Polisario a prévenu que la Mauritanie, comme le Maroc — et parce qu'ils ont porté la guerre dans l'ancien Sahara espagnol — doivent être considérés à leur tour comme « zones de guerre ». Et les combattants sahraouis ont prouvé qu'ils pouvaient frapper au cœur même de ces pays, malgré le perfectionnement de leurs défenses, et l'aide militaire accrue dont ils bénéficient depuis deux ans de la part de la France.

Ces investissements n'ont jamais été pris

Emile Le Beller : PTT, multinationalement vôtre

Quand les appétits des requins du privé à rayon d'action international s'attaquent à un service public. Emile Le Beller, secrétaire général de la fédération PTT de la CFDT, raconte...

TS : Les PTT sont un service public. C'est-à-dire, en l'occurrence, une entreprise nationale au service de la communication sociale (courrier, chèques postaux, téléphone...). Depuis quelques années — et notamment la grande grève de 1974 —, des actions ont été menées contre les menaces de « démantèlement », « dénationalisation », « privatisation » des PTT. Pourrais-tu préciser la nature des agressions capitalistes ainsi désignées ?

Emile Le Beller : Le système capitaliste cherche moins à « dénationaliser » les PTT qu'à les inscrire dans le fonctionnement d'une certaine stratégie nationale et interna-

moyens de fonctionner. Un symbole de cette politique gouvernementale ? Le budget des PTT : chiche en crédits de fonctionnement, prodigue en crédits d'équipements. Autrement dit, on encourage l'investissement quand il crée des marchés considérables pour le secteur privé, mais on néglige ce qui permet aux PTT de « tourner ». Un exemple ? La direction générale des télécommunications bénéficie d'énormes crédits d'équipement mais ne peut plus payer l'essence aux garages de la poste ; ses véhicules s'approvisionnent donc dans des garages privés — où ils font des dettes. C'est une histoire de fous ! Dans le même ordre de pratiques, on paye mal les salariés (65 % du personnel gagne moins de 3 000 F par mois), on décline le personnel, on développe l'auxiliaire — autant de procédés qui favorisent le démantèlement et la privatisation du service public.

• Autre aspect de l'agression capitaliste : la politique tarifaire, qui favorise les groupes industriels, financiers, bancaires. C'est le cas dans les télécommunications, avec les tarifs préférentiels télex. C'est le cas à la poste avec les tarifs préférentiels accordés aux gros industriels et aux entreprises de vente par correspondance. C'est le cas aux chèques postaux, rémunérés par le Trésor en fonction de la quantité des dépôts qu'ils conservent, mais dont les sommes collectées sont instantanément virées sur comptes bancaires grâce à l'ordre permanent dont disposent groupes financiers, assurances, banques, etc. aux CCP ; en somme les chèques postaux font le boulot de collecte, tiennent à jour la comptabilité de certaines entreprises (vente par correspondance) et ne reçoivent presque rien pour les services qu'ils rendent.

Le mauvais esprit du « manager »

• Troisième aspect de la politique qui vise à mettre les PTT au service du capitalisme : l'introduction de techniques de gestion privée (direction participative par objectifs, contrôle de gestion et pratiques commerciales) dans ce service public. Ainsi, on fait prendre au personnel de la poste des contrats d'assurance-vie ; et, dans les Ardennes, certains agents sont mal notés parce

qu'ils ne respectent pas la règle en la matière : vendre à tout prix. On s'efforce en somme d'inoculer au personnel, aux cadres en particulier, la mentalité des « managers » du service privé !

• L'endettement croissant des PTT offre aussi de belles occasions aux sociétés privées. Il faut investir ? Donc les PTT empruntent. Et s'endettent : 10 milliards de francs d'endettement aux chèques postaux (pour 15 milliards de chiffres d'affaires !). Même chose à la poste ou dans les télécoms. Fin 1977, les sociétés privées de financement, auxquelles les PTT recourent pour faire face aux impératifs d'investissements, auront filé plus de 22 milliards de francs aux PTT à un taux d'intérêt supérieur de 2 % à ce que permettrait le système obligatoirement. L'an prochain, les PTT auront besoin de 17,5 milliards sur le marché financier ; difficile à trouver : on posera donc de nouveau le problème de la hausse des tarifs dont les usagers pâtiront.

• Un dernier aspect, pour finir, de l'offensive capitaliste contre les PTT : la priorité accordée, en matière de recherche, aux recherches à moyen ou long terme (visophone, télécopie rapide, destinés à prendre la relève de l'expansion du téléphone qui fléchira vers 1985) que le privé n'entend pas financer mais qu'il utilise. Et la décision de retirer au Centre national d'études des télécommunications les responsabilités qu'il assumait en ce qui concerne les matériels mis en service : on accroît donc la dépendance des PTT par rapport aux constructeurs.

Les dents rognées des gros requins

TS : Est-il déjà arrivé qu'on retire purement et simplement aux PTT l'exploitation de services jugés rentables ?

E.L.B. : Oui, dans le cas du nouveau service de télé-informatique « Transpac » (transmission de données par paquets). La technique a été mise au point par les techniciens des PTT, puis la gestion confiée à une société d'économie mixte où figuraient IBM, CIL, Honeywell-Bull, divers groupes bancaires. Nous nous sommes battus pour limiter la présence des intérêts privés. Finalement, les PTT détiennent 67 % des capitaux.

TS : Pourrais-tu montrer — à partir de l'exemple du téléphone peut-être —, la nature des liens qui existent entre les PTT et les groupes industriels ? La manière en somme dont s'articule la politique que tu viens de décrire avec une certaine politique industrielle prônée par le VII^e Plan ?

E.L.B. : Le choix effectué par le VII^e Plan dans le domaine des télécommunications est effectivement significatif. Le slogan de l'heure ? « Un téléphone pour tous les Français ». Le nombre de lignes principales doit passer de 9,95 millions de lignes fin 1977 à 15,5 millions en 1980, puis 20 millions en 1982. S'agit-il vraiment de donner aux gens le moyen de téléphoner ? Si oui, pourquoi ne pas développer aussi les cabi-

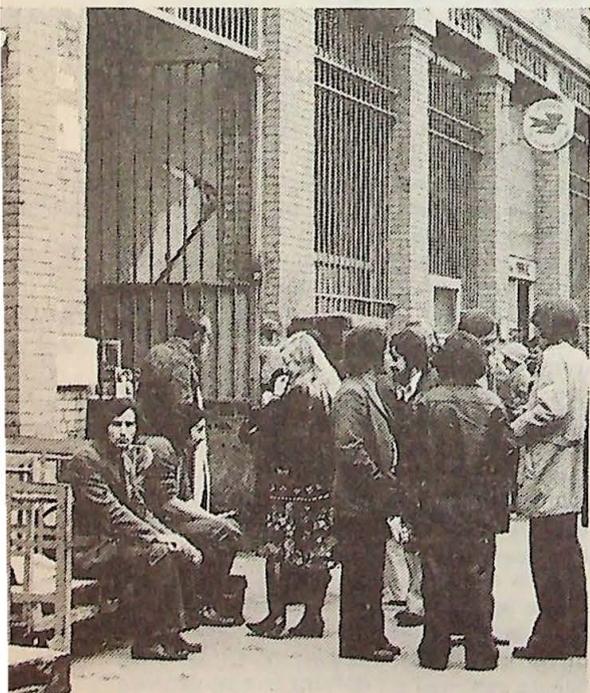


Photo P. Gornek

tionale. Il s'agit, pour lui, d'écarter ce qui est intéressant et de le placer sous sa domination. Cette volonté s'exprime évidemment de diverses manières.

Budget : une histoire de fous

• Et tout d'abord dans le refus des pouvoirs publics de donner aux PTT les



Photo Collombert

nes publiques ? En fait, il s'agit surtout de vendre le téléphone.

C'est que, dans une période où les locomotives de l'économie, telle que l'automobile, jouent plus difficilement leur rôle d'entraînement, le système a cherché des solutions de rechange. Le passage des centraux électromécaniques aux centraux électroniques ouvre précisément aux constructeurs de grandes perspectives de développement industriel. Les besoins des usagers — en 1975, 25 % des ménages disposent du téléphone (alors que 60 % possèdent une voiture, 65 % une machine à laver, 80 % un récepteur de télévision, 90 % un réfrigérateur) —, permettent de miser sur un fort développement du marché intérieur du téléphone. Enfin les télécoms se vendent bien à l'étranger, dans les pays de l'Est et le tiers monde dont certains pays sont producteurs de pétrole. La France doit exporter pour équilibrer sa balance extérieure ; les télécoms sont un secteur à haute rentabilité ; elles disposent de larges débouchés ; et voilà pourquoi M. Ségard est devenu le commis-voyageur, le VRP des PTT outre frontières.

TS : En quoi cette politique « fait-elle le beurre » des grosses sociétés de production de matériel téléphonique capables de satisfaire les besoins du marché français et de se placer sur le marché international ?

E.L.B. : Jusqu'en 1975, cinq sociétés se répartissaient les commandes des PTT en commutation Cross bar : le groupe ITT-LMT avec 28 % des commandes ; la CGCT avec 15 % ; le groupe CIT avec 29 % ; Ericson-France avec 18 % ; et l'AOIP avec 10 %. Mais l'introduction de l'électronique a été l'occasion d'une restructuration en trois grands groupes qui prendront chacun 30 % du gâteau français de la commutation électronique (10 % restant à l'AOIP et aux petits constructeurs) : la multinationale ITT, par sa filiale CGCT et avec son centre de recherche LCT développera le système Metaconta. En fait, dans l'immense marché du téléphone, c'est ce groupe qui se taille la part du lion : d'abord parce que c'est le Metaconta fabriqué par la CGCT et non celui fabriqué par LMT qui a été choisi, ce qui assure à ITT une part importante du marché français. En outre ITT obtient le label de fournisseur des PTT français pour ses marchés à l'exportation : ITT avait justement besoin de cette caution pour décrocher les marchés des pays de l'Est. On

n'est même pas sûr que c'est la CGCT — installée en France —, qui produira pour l'exportation : en Belgique et en Espagne, ITT dispose de filiales capables de produire le Metaconta : la firme française Thomson, qui prend le contrôle d'Ericson France et de la filiale ITT, LMT. Ce groupe développera le système Axe d'Ericson ; il peut aussi construire le Metaconta, mais dans une firme LMT dont on n'a pas choisi le système. De plus, Thomson devra payer des royalties à la CGCT pour utiliser son brevet.

CGE : pas assez giscardienne

Enfin la société française CGE voit de lourdes menaces sur son système électronique temporal, le E 10 et le E 12. Faute d'une véritable politique des composants (il n'existe pratiquement pas d'industrie française dans ce domaine), et à part une filiale de la Thomson, la Sescosem, nous dépendons à 80 % des Américains, en particulier pour le E 10. Ajoutons que la CGE n'est paraît-il pas assez giscardienne (alors que le directeur de Thomson, Philippe Giscard d'Estaing, est un cousin de Valéry). Ainsi les règlements de compte de la droite risquent de compromettre une technique où la France est bien placée et de nous mettre sous dépendance étrangère : qui pis est, sous dépendance d'ITT !

TS : Thomson et CGE ne viennent-elles pas de constituer une filiale commune pour coordonner leurs activités à l'étranger et fouetter leur dynamisme à l'exportation ?

E.L.B. : Oui, mais ITT est en position de force et fort bien structurée pour vendre tous azimuts.

Des fonds publics, en douce

Thomson et CGE risquent fort de se contenter du marché français — ce qui n'est pas si mal d'ailleurs. Pour le reste, leurs marchés d'exportation sont surtout conclus avec les pays d'Afrique francophone auxquels le gouvernement français prête de l'argent, parfois à fonds perdus. Ce qui revient à subventionner des firmes en douce alors que Ségard jure n'avoir distribué aucun fonds publics aux entreprises dans cette opération de politique industrielle !

En tout cas, la restructuration se traduit par des « allègements » de personnel, surtout dans les services de recherches et

d'études. Quant aux créations d'emploi dans le secteur industriel, zéro.

TS : La nationalisation de toutes ces firmes te paraît-elle justifiée ?

E.L.B. : Sur ce point, nous avons confronté nos réflexions à celles de la fédération de la métallurgie qui est plus directement concernée.

Un exemple d'une intervention qui pourrait nous être commune : la SOCOTEL, société d'économie mixte chargée de coordonner les industries de télécommunications, va disparaître, supprimant ainsi quelques centaines d'emplois. Ces travailleurs doivent être reclassés dans les PTT. Nous nous battons pour qu'il en soit ainsi.

La solution : nationalisons !

Tout naturellement, ces analyses nous conduisent à dire que les grosses sociétés fabriquant le matériel téléphonique doivent être nationalisées.

- En premier lieu parce qu'elles sont stratégiques et représentent un grand nombre d'emplois (CGE : 31 500 personnes dans le secteur télécom ; LMT : 9 500 en 1974 ; Thomson-CSF : 45 000 salariés en tout ; CGCT : 11 000 ; Laboratoire central de télécommunications : 800).

- En second lieu, le montant des investissements décidés par l'Etat leur octroie des marchés extraordinaires. Cela justifie aussi l'intervention de la collectivité et des pouvoirs publics.

- En troisième lieu, il est intolérable que ces entreprises ne créent pas d'emploi.

- Enfin, et c'est l'argument essentiel, si ces entreprises n'étaient pas nationalisées, leurs patrons entreprendraient des restructurations lorsque, après 1985, le développement du téléphone sera terminé. Les licenciements ne tarderaient pas. En les nationalisant, nous pourrions mettre sur pied une autre politique des télécommunications, une restructuration visant à briser le gigantisme, la centralisation de ces secteurs industriels.

Voilà pourquoi nous sommes contre un gigantesque bloc des télécommunications dont les salariés aurait le statut de la Fonction publique. Sur le statut, nous laissons la fédération de la CFDT, la FGM qui regroupe ces salariés se prononcer ; mais nous sommes contre la naissance d'un nouveau « monstre » des télécom qui favoriserait le centralisme et la bureaucratie.

Propos recueillis par Y. SPARFEL

les armes de la critique

cinéma

les orphelins

Nom : Nikolaï Goubenko.
Profession : metteur en scène.
Nationalité : russe (d'Ukraine). Il nous parle des *Orphelins* : un film à succès à Cannes ; et tellement « au plus profond de nous-mêmes ».

TS : Vous êtes orphelin. Alors, ce film est une autobiographie ?

Nikolaï Goubenko : C'est plus compliqué. Ce film appartient à la mémoire de toute une génération et pas seulement à la mienne. En somme, l'autobiographie est totale si l'on ne considère que le sujet traité ; elle n'est que partielle pour le script même du film. Je n'ai pas cherché à retranscrire tout ce que j'avais vécu en tant qu'enfant de la guerre, mais à comprendre le malaise d'une génération.

Il y a une chose, surtout, que j'ai voulu mettre dans le film : le sentiment de l'absence. Je n'ai aucun souvenir de mes parents. Lorsque j'ai commencé à comprendre le monde, c'est une sensation de manque que j'y ai trouvée. Cela, je l'ai remis dans le film, lorsque Barténiev adulte dit : « *Nous ne savions qu'une chose : que nous n'avions plus ni père ni mère.* » J'ai parsemé le film de souvenirs personnels et de témoignages recueillis. Ainsi de la dissertation que l'on donne aux élèves de l'orphelinat : « *Parlez-nous de l'exploit de vos pères pendant la guerre.* » Incroyable n'est-ce pas ? Pourtant, cela a été.

TS : En exergue de votre film avec le générique, vous citez deux vers de Ivardovski : « Les enfants et la guerre, il n'y a pas pire confrontation ». Votre sujet, c'est la guerre ?

N.G. : Cette situation est, certes, la ligne force du film. Elle résume assez bien ce que je pense. Cela dit, mon film n'est pas simplement un film sur la guerre ; c'est un film sur la vie. Pour moi, les deux sont intimement mêlés.

TS : Un film d'orphelin russe, sur un orphelin russe, pour les Russes ?

NG : Je ne l'ai pas fait pour voir pleurer mes compatriotes. Le thème absurde est universel et je le vois comme tel ; ce film est fait pour toutes les nationalités. Pour nous, la partie serait gagnée si mon film frappait chaque individu où qu'il se trouve. Je n'ai pas fait un film sur un pays blessé, mais sur « la blessure », qui a frappé un peu partout.

TS : Où avez-vous trouvé les enfants du film et comment avez-vous travaillé avec eux ?

NG : Tous les enfants du film sont des orphelins vivant ou ayant vécu en orphelinat. J'ai essayé de travailler avec d'autres

enfants, mais ça n'a pas été possible. Les orphelins, eux, se glissaient sans peine dans la peau de mes personnages : leur émotion n'est pas un « travail d'acteur ».

TS : Pensez-vous que votre film appartient à une nouvelle école de cinéma soviétique ?

NG : Je ne sais pas s'il y a d'anciennes et de nouvelles écoles. Qui plus est, je ne crois pas qu'un cinéaste ait le droit de se classer lui-même de cette façon. Je ne crois qu'à une chose : que l'art doit venir du plus profond de nous-mêmes pour être vrai. Après, c'est au public — aux jeunes en particulier — de décider si vous appartenez à une nouvelle école ou non.

TS : Qui est Joseph Boudraïtis, celui qui joue le rôle de Barténiev adulte ?

NG : Un avocat. Très connu à Moscou comme acteur bien qu'il ne soit pas un professionnel. Il a beaucoup joué au théâtre, avec la Taganka. Son expérience d'avocat, qui a eu affaire à des orphelins en quête de leurs origines, lui a servi pour le film.

TS : Et vous ? On vous connaît surtout comme acteur.

NG : Je suis principalement un acteur. Mes débuts remontent à 1961 et j'ai tourné dans 25 films depuis cette date. Je n'ai commencé à travailler la mise en scène de cinéma qu'en 1972. Avant, je faisais de la mise en scène de théâtre, avec Youri Lubimov et la Taganka de Moscou. Ils

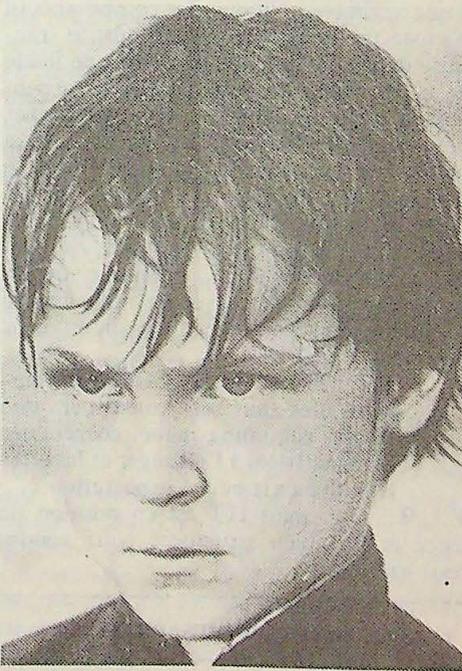


Photo DR

m'ont beaucoup apporté : c'est un peu grâce à mon expérience de théâtre que j'ai osé affronter la caméra.

T.S. : Ce film est assez désespéré. Comment seront les autres ?

NG : Notre mémoire doit s'arrêter là, sur ce film. Je ne pense pas qu'à l'avenir je referai ce genre de film, mais il était nécessaire d'en passer par là. *Les Orphelins*, c'est un peu une étape vers d'autres choses : une « catharsis » pour me séparer du passé. Quant au désespoir, ce n'est pas mon humeur quotidienne. J'ai mis beaucoup de temps à lutter contre ce sentiment-là ; je ne veux pas

en être de nouveau prisonnier. Je veux que toute ma vie prouve cet effort : que toute mon existence soit un espoir.

par Fabian GASTELLIER ■

spectacles

Les marionnettes, c'est le pied !

Contrordre ? C'est un conte populaire, écrit le 31 mars 1978, veille du 1^{er} avril ; un « spectacle de rue populaire » composé de trois fables, pour que le spectateur puisse comprendre et prendre quelque chose à n'importe quel moment de son passage » dit Georges Vérin qui a créé voici deux ans, au Havre, sa propre compagnie de... marionnettes : La Manicle.

« *Poireaux et Patates* », la première fable, dénonce les frontières, création absurde et factice : une patate et un poireau sauvages vivaient très heureux, en liberté, jusqu'au jour où l'homme a posé entre eux une clôture. Le poireau s'est mis à faire des petits en bottes, la patate des petits en sacs... et la guerre a éclaté entre les deux camps...

« *Une société de pieds* » : c'est la seconde fable. Pieds droits, pieds gauches, pieds sans opinion, pieds académiques, pieds palmés, pieds qui courent, qui coulent ; au ripatons, petons et compagnie ; et au-dessus de tous, le piédestal, dictateur, dominant, qui réprime le pied qui court : il le fera poursuivre par les pieds-évêco-religieux et le pied-flic, pied-gendarme, pied-général... « *Parce qu'il possède le pouvoir, l'homme emploie tôt ou tard la force comme moyen répressif... Mais il arrivera qu'un jour, il se détruira lui-même dans une espèce de « fête atomique »* dit G. Vérin.

Deux comédiens masqués enfin. Croquemitraille et Croquecanon, dirigeants, capitalistes, pourvoyeurs et marchands de canons, poussent l'homme vers l'agressivité, la violence, la guerre : c'est la troisième fable. La favorite des spectateurs qui, se prenant au jeu, ont agressé les marionnettistes, invectivé et déchiré les poupées.

C'est qu'« on peut dire des choses beaucoup plus fortes avec la marionnette qu'avec la voix ou une pancarte » conclut Georges Vérin qui évoque mai 68 et les « créations spontanées » des manifestants — transfigurés en marionnettistes — dans bien des défilés.

• Camionnette, castelet et tréteaux de La Manicle sont prêts à répondre aux appels des comités de travailleurs en grève. Les grosses légumes et les pieds de « *contrordre* » sont prêts à jouer sur les places publiques. L'équipe de *La Manicle* attend des suggestions de la part des travailleurs, pour qui. Programme commun ou pas, il y aura encore bien des luttes à mener, à sensibiliser, à soutenir... *La Manicle* vous fait signe : profitez-en !

Françoise CLAIRE ■

nouvelles a vendre

Une série de magazines sur l'information,
à « Vendredi », les 4, 11 et 18 novembre (20 h 30)...

« Vendredi », le magazine de Maurice Cazeneuve et Jean-Pierre Alessandri (FR 3, 20 h 30) est une bonne et solide émission : c'est assez rare pour être souligné. Il a hérité de l'ancien « 5 Colonnes à la une » (qui date d'avant 1968...) un style choc : la caméra se promène, insiste, se fait indiscreète ; le montage est élaboré, et fait parler les images : le commentaire va au fond. Mais il a été plus loin : à côté de sujets plus classiques (la CIA, le PC italien, l'Allemagne aujourd'hui, etc...), il a su aborder des thèmes de vie quotidienne, et leur donner une dimension sociale et politique : le prix de la vie, les fins de mois, les cosmétiques, l'astrologie, ou même... les produits de vaisselle. Christine Ockrent, André Campana, Yvan Levaï — les principaux « metteurs en images » de ce magazine — ont mis l'accent sur le vécu, sur la pédagogie, choisissant de « tout dire », et ouvrant l'écran pour la première fois à bien des idées ou réalités qui n'y avaient pas droit de cité. Cette audace a payé, pour une fois : l'émission dure depuis deux ans ; il n'y a pas eu de grand scandale, ni de cas de censure importante ; et malgré la concurrence « lourde » que lui fait chaque vendredi « Au Théâtre ce Soir » (TF 1), elle s'est forgée une audience qui n'a cessé de croître. Les oiseaux de malheur qui distribuent les crédits au prorata des indices d'écoute n'ont pas eu à sevir...

Pour fêter à sa manière ses deux ans d'existence, « Vendredi » a préparé une série de quatre magazines centrés autour de l'information. Le premier — « Ce jour-là » — a été diffusé le 28 octobre : les réalisateurs se sont demandés ce qui restait, dans la tête des gens, de l'actualité du jour où est née l'émission, le 31 octobre 1975. Ce jour-là, Franco agonisait, Hassan II lançait sa marche verte sur le Sahara, et Roger Gicquel faisait pleurer les Français sur le sort de Françoise Claustre, l'otage du Tibesti. « Il n'en reste pas grand chose », a expliqué André Campana, pour qui la presse — dans sa presque totalité, et surtout la télévision — n'essaie pas d'informer mais d'émouvoir ».

Le 4 novembre, c'est « A la une » : l'actualité d'une journée comme les autres, vue du côté des rédactions de l'agence

France-Presse, d'Europe 1, de TF 1, et de la station régionale FR 3 de Clermont-Ferrand. Comment on achemine les informations, qui les choisit, de quelle manière elles sont présentées. Et aussi, qui sont les journalistes, quel est leur rôle social, quelle marge de liberté ont-ils, à quoi servent les directeurs ?

Le 11 novembre, « Mon journal » : la même actualité, les mêmes journaux, vus du côté du public. Comment les diverses catégories socio-professionnelles et leur environnement familial « vivent » les événements ; leur sensibilité à la présentation ; leurs réactions devant la profusion de l'information.

N'importe quoi

Il faudra voir si — au fil de ce programme ambitieux — « Vendredi » donnera à la télévision le pouvoir de se regarder, et de porter la critique au cœur d'elle-même, montrant quel parfum de « Network » exhale l'information-spectacle et centraliste qui nous est servie chaque soir. Et si ses réalisateurs auront le courage de stigmatiser le travail repoussant de cuisiniers qui n'ont de journalistes que le nom, et publient avec cynisme n'importe quoi dans des périodiques-torchons appelés *Détective*, *Ici-Paris*, *Fance dimanche*, *Spécial dernière*, *Le Meilleur*, etc...

On les attendra aussi au tournant de la « grande presse » quotidienne : pourront-ils montrer, en quelques heures, à quelle entreprise idéologique se prêtent les gros journaux de Paris et de la province, bourrés de publicité et de bonne conscience jusqu'à la gueule, qui se réclament sans cesse de « l'opinion », des « Français », etc... et travaillent à les endormir ou à les enferrer dans leur aliénation, à leur faire croire et acheter n'importe quoi. Diront-ils avec assez de clarté que les nouvelles sont à vendre, que la presse est un secteur industriel et commercial comme les autres, que la publicité y est plus reine qu'ailleurs, et que « l'art » des journalistes consiste souvent à faire goûter le plaisir, susciter l'émotion, embellir la réalité, et à fabriquer des produits de substitution qui s'appellent « amour », « rêve », « magie » ?

Enfin — puisque l'information passe par eux, qu'ils l'habillent, la hiérarchisent, la malaxent — « Vendredi » posera-t-il le problème des journalistes, de leur statut social protégé et de leur aisance, qui sont souvent le prix de leur désengagement. Et dira-t-il pourquoi en définitive, la presse est si discrète sur elle-même ?

Philippe MARIELLE ■

MTS ROUSSES

Problème n° 37

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement :

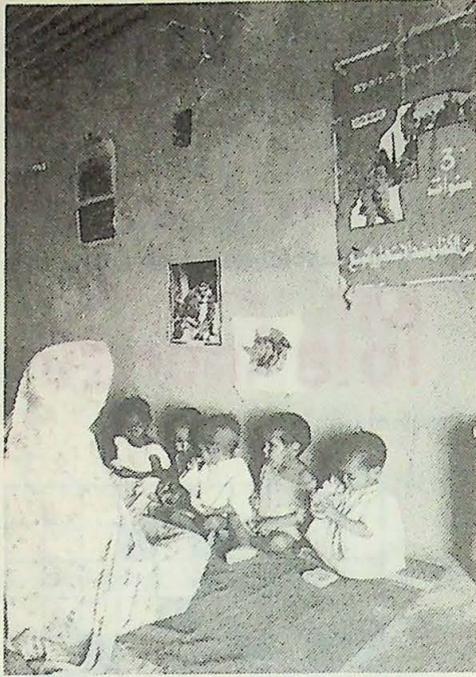
I. Ça coûte parfois très cher. II. Dans l'œil ; du bruit. III. Encore une victime d'Haby. IV. Greffai ; faire l'ouverture. V. Les bas-fonds du gaullisme (sigle) en service. VI. Se dit victime du coup du père François. VII. Un département perturbé ; ville. VIII Un peu con sur les bords ! sigle espagnol. IX. Particulier ; un casse-tête chinois ; fin de participe. X. Ne voient que du bleu !

Verticalement :

1. Qualifie un sommet ; pas belle quand elle est sale. 2. Algérienne ; de plus en plus détourné. 3. La paille, le grain, mais pas Cérés. 4. Prit du poids dans le désordre ; préfixe. 5. Tremblent toujours en pensant à mars. 6. Très électrisé ; désespoir passé ; un ordre outre atlantique. 7. De bas en haut : qualifie un vieux grognon ; un jaune ! 8. Vieille île ; de bas en haut : des casques sous un Bonnet. 9. Chauffent au soleil ou font froid à l'ombre ; n'est pas écossaise. 10. Empêchent de dormir.

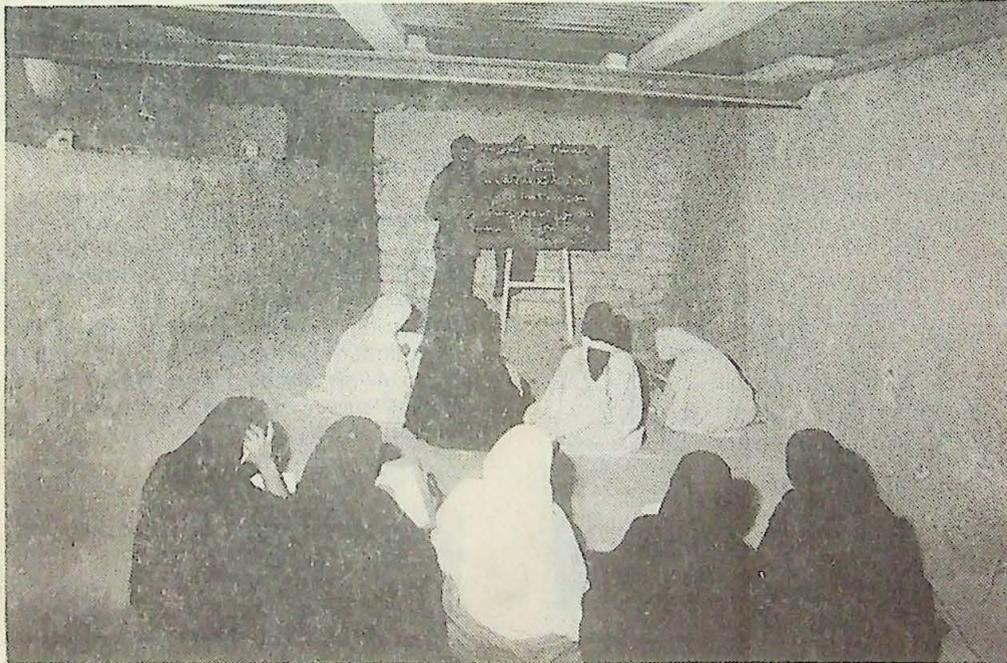
Solution du n° 36

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	O	N	F	E	R	E	N	C	E
II	A	C	I	E	R	I	E	A	N	
III	T	A	T	E	S	S	A	L		
IV	A	R	B	A	S	E	S	A	L	
V	P	I	A			A	P	T	M	
VI	U	N	T	E	L			I	C	
VII	L	A	E	N	N	E	C	R	N	
VIII	T	S	N	T	A	T	O	L		
IX	E	L	U	N	E	S	I	R		
X	R	A	V	I	S	S	A	N	T	E



préconisait un rapatriement immédiat des Français travaillant à Zouérate, en raison de « l'état de guerre » qui s'y développait, et des ralliements de plus en plus fréquents des employés africains au Polisario.

En fait, cet abandon aurait porté un coup sévère aux régimes mauritanien et marocain, avec lesquels la France entretient les meilleures relations de coopération culturelle, économique et militaire. C'est bien la raison pour laquelle la France n'a jamais voulu reconnaître officiellement l'existence du Polisario et de la république Sahraouie. Et c'est bien pourquoi — considérant désormais tout occupant des « zones de guerre » comme de possibles « mercenaires » au service « d'un Etat ennemi » — le Polisario tente de démontrer à la France que sa position n'est pas tenable. La voilà « défiée » en effet par un petit peuple qui a la mémoire longue (il se souvient du rôle de la France au Maroc, en Algérie, au Sahara durant la période coloniale). Et qui ne se réduit pas à la « petite bande de loqueteux Toubous » dont parlait, la vindicte plein la



bouche, l'écrivain gaulliste Jean Dutourd quand il s'apitoyait sur le sort de Françoise Claustre.

Le Polisario, c'est une revendication nationale défendue « au bout du fusil », face à tous les puissants ; c'est aussi une révolution en marche, qui accomplit des pas de géant dans sa façon de se diriger et de s'administrer, dans l'alphabétisation et la libération des femmes. A cause ou grâce au Polisario, rien n'est plus pareil au Maghreb. Ce peuple en état de légitime défense sert de détonateur, comme la révolution palestinienne au Moyen-Orient : « A mesure que la victoire inéluctable se rapproche, dit Mohamed Abdelazziz, le secrétaire général du Front, les régimes réactionnaires de la région disparaîtront, au Nord comme au Sud ». Pour ces petits hommes têtus du désert, le champ de bataille s'étend par la force des choses « de Tanger aux frontières du Sénégal ». Voilà qui donne tout son sens à l'engagement croissant de la France aux côtés de la Mauritanie et du Maroc : c'est tout « l'axe » Paris - Rabat - Nouackchott - Dakar qui est en cause. Et cela vaut bien — doit-on se dire à l'Elysée — de prendre quelques risques. Au nom de la défense des « otages » bien sûr...

Ph. MARIÉLIE ■

POLISARIO : " quelque part dans le désert "

(Suite de la page 19)

vraiment au sérieux par Paris, malgré de nombreuses « alertes » : cinq disparus (sans doute morts) en 1975, deux enlèvements à la fin de la même année (libérés en 1976), huit disparitions en mai 1977 lors de l'attaque sur la ville minière de Zouérate, sans compter les opérations du Polisario contre plusieurs centres urbains mauritaniens, et notamment à Nouackchott, la capitale (où vivent plus d'un millier de Français). Bien plus, M. Edeline, un militaire en retraite chargé de la sécurité des employés de la mine du COMINOR, avait été « démissionné » en 1975 parce qu'il

